

AFRICAN UNION

الاتحاد الإفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

CAERT, B.P 141 Bureau Poste El-Mohammadia Alger, Algérie, Tel +213 21 520 1 10 Fax +213 21 5203 78  
Email : [admin@caert.org.dz](mailto:admin@caert.org.dz)

**ACSRT / CAERT**

African Centre for the Study and Research on Terrorism

# Terrorism

## Bi-weekly Press Review

16 - 31 March 2016

Review no. 112



**Press Review**  
**16—31 March 2016**

**Table of Contents**

	<b>Pages</b>
<b>African Union</b>	
- Chairperson of the African Union Commission strongly condemns the terrorist attacks in Pakistan	4
- The African Union strongly condemns the terrorist attacks in Brussels, Belgium	5
<b>Terrorism in Africa</b>	
- Contre-terrorisme : les Africains ne fantasment pas sur le FBI	6
- Islamist Terror Growing in Lethality and Geography, IPT Analysis finds	8
- The shocking truth about how swiftly and effectively ISIS has spread jihad across the globe	14
- New UN-Arab League Agreement Aims to Prevent Conflict-Related Sexual Violence	16
<b>Burkina Faso</b>	
- LUTTE CONTRE LE TERRORISME : Le cheval de bataille du CERFI	17
<b>Cameroon</b>	
- Au Cameroun, les « soldats de l'ombre », oubliés de la lutte contre Boko Haram	19
<b>Côte d'Ivoire</b>	
- Aqmi revendique l'attaque terroriste de Grand-Bassam le 13 mars	25
- Comment la Côte d'Ivoire va gérer l'après Grand-Bassam	28
<b>Libya</b>	
- Les risques d'une nouvelle intervention en Libye	34
<b>Mali</b>	
- Terrorisme en Afrique de l'ouest : Comment le logisticien des attentats d'Ouagadougou et de Bassam a été arrêté au Mali	38
<b>Nigeria</b>	
- Should Boko Haram Conscript Be Granted	40
<b>Somalia</b>	
- Reasons why Puntland should confront a resurgent Al Shabaab threat	42
<b>Terrorism in the World</b>	
- MAJED NEHMÉ : "Les Européens ont courtisé les djihadistes"	44
- Analysis: What a horrific week of terrorism tells us about the world	48
<b>Belgium</b>	
- De Paris à Bruxelles, l'armée "professionnelle" de Daech	52
- Analysis: Brussels attacks are a warning to plan for the worst	54
- Belgian errors hold valuable lessons in fight against ISIS	57

<b>France</b>	
- Attentats : l'opinion française prise au piège de la peur du terrorisme ?	62
<b>Pakistan</b>	
- When Will the West Care About Terrorism in Pakistan?	64
<b>Syria</b>	
- From Europe to Syria and back: The Jihadists' underground railroad	66
<b>USA</b>	
- Djihadisme : une étude américaine pointe du doigt la francophonie	69
- Terrorisme : Hillary Clinton fait la leçon à l'Europe	73

## African Union

### Chairperson of the African Union Commission strongly condemns the terrorist attacks in Pakistan



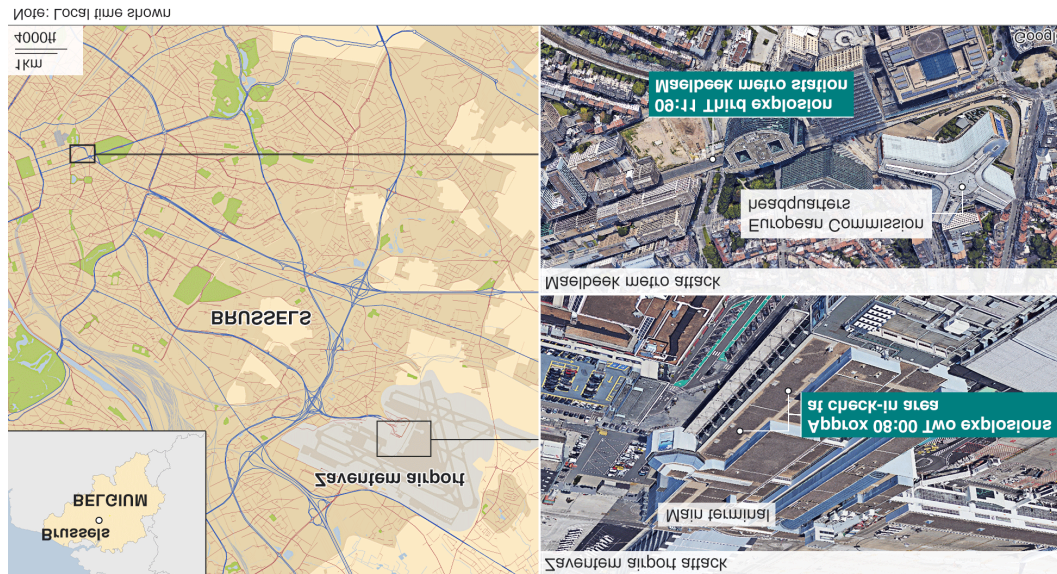
**Addis Ababa, Ethiopia - 28 March 2016:** The Chairperson of the African Union (AU) Commission, Dr. Nkosazana Dlamini Zuma, strongly condemns the indiscriminate attacks at the Gulshan-e-Iqbal Park in Lahore, Pakistan, as Christians were celebrating Easter, which reportedly killed at least 70 people and injured over 300 others.

The Chairperson expresses the AU's solidarity with the Government and people of Pakistan, offers her condolences to the bereaved families and wishes speedy recovery to the injured.

The Chairperson reaffirms the AU's strong rejection of all acts of terrorism and violent extremism by whomever, wherever and for whatever purposes. She reiterates the AU's commitment to continue working with Pakistan and the international community at large, in the fight against terrorism and violent extremism.

The Chairperson also reiterates the need for enhanced international cooperation and coordination within the framework of the relevant AU and international counter-terrorism instruments.

## The African Union strongly condemns the terrorist attacks in Brussels, Belgium



**Addis Ababa, 22 March 2016:** The Chairperson of the African Union (AU) Commission, Dr. Nkosazana Dlamini Zuma, strongly condemns the despicable attacks at the Zaventem airport and the central metro station in Brussels, claiming dozens of lives of innocent civilians and leaving scores wounded.

The Chairperson of the Commission expresses the African Union's solidarity with the Government and people of Belgium, offers her condolences to the bereaved families and wishes speedy recovery to the wounded.

The Chairperson of the Commission reaffirms the AU's strong rejection of all acts of terrorism and violent extremism by whomever, wherever and for whatever purposes. She reiterates the AU's commitment to continue working with Belgium, and the other members of the European Union, and the international community at large, in the fight against terrorism and violent extremism. In this regard, she stresses the need for enhanced international cooperation within the framework of the relevant AU and international counter-terrorism instruments.

## Terrorism in Africa

### Contre-terrorisme : les Africains ne fantasment pas sur le FBI

**Il est illusoire de fantasmer sur un FBI européen, qui relève d'un rêve fédéraliste dont l'utilité marginale reste à prouver.**

28 MARS 2016



Dans l'adversité contre le terrorisme, quatre pays d'Afrique subsaharienne touchés par le terrorisme (Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Sénégal) ont décidé de renforcer l'unité d'action de leurs services de sécurité. Il s'agit d'établir une collaboration systématique entre ces services et d'instituer un bulletin mensuel d'information sur les actes criminels liés au terrorisme. D'autres mesures liées à la mise en œuvre régionale de la carte d'identité biométrique et à la fiabilité des documents de voyage ont été également prises. Après les attentats de Bamako, Ouagadougou et Grand Bassam, ces pays possédant des frontières communes et traversés par d'importants flux migratoires ont pris brutalement conscience de la poussée vers le sud du terrorisme sahélien d'AQMI et de sa nébuleuse. Il s'agit d'une volonté de recentrage de l'Afrique subsaharienne sur sa propre problématique. Le Sénégal, encore épargné, anticipe car il pourrait bien être la prochaine cible.

En effet, la plate-forme d'échanges de renseignements qui devait voir le jour au sein du G5 Sahel regroupant la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad n'avance pas et, surtout, la Côte d'Ivoire et le Sénégal n'en font pas partie. Dans cet organe régional, la Mauritanie, efficace dans sa lutte contre le terrorisme, traîne un peu les pieds, tandis que le Tchad et le Niger semblent davantage focalisés par leur coopération avec le Nigeria et le Cameroun dans leur lutte conjointe contre Boko Haram.

La situation européenne n'est pas si différente entre les pays touchés et ceux qui le sont moins. Le renseignement est un outil qui relève de la souveraineté des États, qu'ils ne sont souvent pas prêts à céder. Il faut une forte motivation opérationnelle pour passer outre. C'est ce qui s'est produit dans le réveil de notre coopération avec la Belgique après les attentats de Paris puis de Bruxelles, réveil qui semble porter ses fruits.

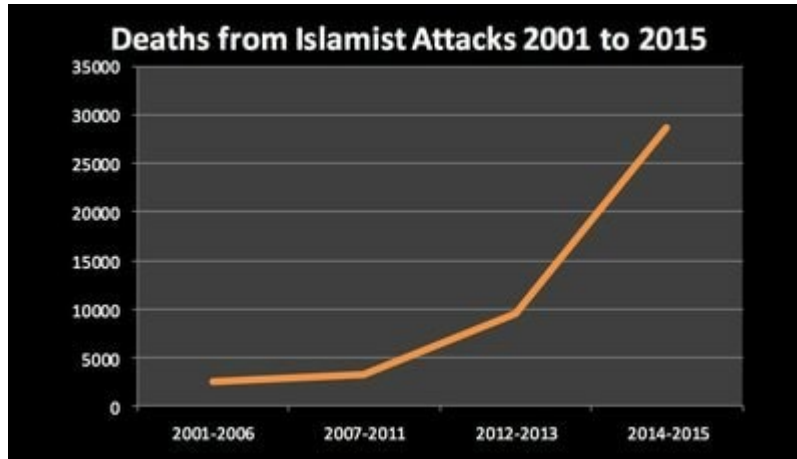
Il est illusoire de fantasmer sur un FBI européen, qui relève d'un rêve fédéraliste dont l'utilité marginale reste à prouver. Une plate-forme virtuelle de partage du renseignement doit voir le jour d'ici le 1<sup>er</sup> juillet, au sein du groupe antiterrorisme (GAT) du Club de Berne, une organisation informelle spécialisée dans l'échange de renseignement entre les 28 États membres de l'Union européenne. Ce n'est pas la méthode idéale, le risque étant que, sans grille d'analyse commune, ne soient échangés que des renseignements utiles plutôt que des informations sensibles, chaque pays ne disposant pas des mêmes critères. Par ailleurs, Europol vient de créer un « centre antiterrorisme » dont la mission est aussi de faciliter l'échange d'informations entre les États. On empile donc le mille-feuille. On sait ce que cela donne. En février, le même Europol a lancé une alerte générale sur la présence de 3.000 à 5.000 djihadistes infiltrés notamment parmi « les migrants », après avoir annoncé en janvier qu'il n'y avait aucune preuve de cette infiltration ! Il existe aussi déjà d'autres bases de données européennes centralisées qu'il convient de mieux exploiter, comme le Système d'information Schengen deuxième génération (SIS II), qui vise à signaler des criminels suspects, ou ECRIS (European Criminal Records Information System), le fichier d'échange des casiers judiciaires, ou encore le VIS (Visa Information System), qui réunit toutes les données concernant les demandes de visa pour entrer dans l'espace Schengen.

Il me semble donc plus réaliste de cultiver une coopération renforcée entre les pays les plus motivés parce que meurtris par le terrorisme, possédant une même grille d'analyse et des frontières communes. Cela a commencé entre la Belgique et la France et pourrait s'élargir à l'Allemagne et au Royaume-Uni, par exemple. En 2015, Salah Abdeslam est venu en Allemagne et Abdelhamid Abaaoud a séjourné à Londres et Birmingham...

<http://www.bvoltaire.fr/>

## ISLAMIST TERROR GROWING IN LETHALITY AND GEOGRAPHY, IPT ANALYSIS FINDS

Posted on: *March 29, 2016*



Steven Emerson and Pete Hoekstra | [Investigative Project on Terrorism](#)

The massacres in Brussels and Paris are only the latest salvos in a heightening and devastating threat from radical Islamists globally.

They illustrate troubling and much larger trends that the Investigative Project on Terrorism (IPT) has identified in a new analysis based upon its extensive research, sources and multiple databases, including the University of Maryland [Global Terrorism Database](#).

The IPT's analysis reached the following conclusions:

Islamist attacks in Europe will increase over the next 18 to 24 months.

Terrorism in Africa will expand numerically and geographically.

Radical Islamists will further destabilize the Middle East, targeting specifically Jordan, Turkey and Saudi Arabia.

Jihadists will expand their efforts and focus in South and Southeast Asia.

IPT research found that on average of 3,284 people died in Islamist terror attacks only five years ago. Today, that average is 28,708 per year.

For this report, the IPT separated four time periods between 2001 and 2015, basing them upon similarities in the number and lethality of attacks. From 2001-2006, there was an average of 2,508 fatalities annually, which rose to 3,284 per year from 2007-2011, tripled to 9,537 per year in 2012-2013 and tripled again to 28,708 in the past two years.

Terror deaths today have skyrocketed 774 percent since the 2007-11 average.



The emergence and rapid success enjoyed by ISIS is an obvious cause for the spike. It is responsible for at least 10,780 deaths since 2013, the data show. However, the data highlights that the problem of Islamist terror is worsening beyond the reach of ISIS. The global statistics clarify that tactics employed by the United States and Western allies to counter the Islamist threat are failing and the threat may be much worse than what has been imagined previously.

The growth in terrorist victims corresponds to a wider theater of operations for terror groups. From 2001-2006, the threat was dispersed in area and occurring primarily in 10 countries, including the U.S. and Russia. By 2014-2015, significant Islamist terrorist activity could be found in 18 countries, with most concentrated in Africa and the Middle East.

The IPT analysis demonstrates that many of the new countries are those with which the U.S. has had significant engagement. More than half of all Islamist attacks since 2012 occurred in the failed states of Iraq, Syria, Afghanistan, Libya and Yemen.

Looking ahead, the IPT is pessimistic that the numbers will improve in the short and medium term. They are based on the following critical trends identified in the data.

### Trend 1: Islamist Terror Engulfs More Lives

The chart below shows the stunning increase in deaths caused by radical Islamic terror since 2001.

<b>Time Period</b>	<b>2001-2006</b>	<b>2007-2011</b>	<b>2012-2013</b>	<b>2014-2015</b>	<b>Total</b>
<b>Annual Attacks</b>	302	493	1,440	2,930	10,088
<b>Annual Fatalities</b>	2,508	3,284	9,537	28,708	79,244

*\*Final 2015 numbers are not yet available, but they are not expected to significantly alter the IPT's results.*

### Trend 2: Islamist Terror Shifts Primarily to the Middle East and Africa

The following table identifies the countries where terrorism claimed an average of at least 50 lives per year in a given time frame. The impact of Iraq's slide into chaos since U.S. forces withdrew is clear. Afghanistan remains a troubled country. The growth of terror groups Boko Haram in Nigeria and al-Shabaab in Somalia is a key source driving the spike in terror deaths in Africa.

**Time Period**    **2001-2006**                      **2007-2011**                      **2012-2013**                      **2014-2015**

(Click on maps to view full size.)



**North America**

United States (500)

**East Europe**

Russia (266)

**South Asia**

Afghanistan (219)    Afghanistan (812)    Afghanistan (2,684)    Afghanistan (4,207)

India (261)              India (90)              India (54)              India (60)

Pakistan (69)        Pakistan (666)        Pakistan (1,349)        Pakistan (1,091)

**SE Asia**

Philippines (100)    Philippines (52)        Philippines (56)        Philippines (180)

Indonesia (51)

**Middle East**

Iraq (400)            Iraq (780)            Iraq (1,429)            Iraq (8,134)

Israel (118)            Yemen (129)            Yemen (681)            Yemen (928)

Lebanon (58)        Lebanon (75)

Syria (634)            Syria (2,715)

**Africa**

Algeria (275)        Algeria (133)        Egypt (63)            Egypt (229)

Nigeria (144)        Nigeria (1,542)        Nigeria (7,520)

Somalia (197)        Somalia (608)        Somalia (1,522)

Kenya (110)            Kenya (262)

Mali (57)              Mali (56)

Cameroon (778)

Libya (193)

Sudan (203)

Central AR (62)

**East Asia**

China (260)

In Africa for example, Boko Haram, which translates to “Western education is forbidden,” waged the following attacks in February 2014.

Feb. 11 – 23 people die when Boko Haram torched a village called Konduga.

Feb. 15 – More than 100 people are killed in attacks on the Christian village Izghe. Terrorists targeted the village’s men, going door to door to find them.

Feb. 15 – Another 90 Christians died in a similar attack on the town Gwosa.

Feb. 25 – As many as 50 gunmen storm a government boarding school in Buni Yadi, Yobe State, killing 59 students. Many died inside a locked dormitory that the terrorists set on fire. Others were killed trying to escape.

### Trend 3: Africa Becomes a Primary Growth Target

Islamists are consolidating gains and rebuilding capabilities to resume growing again in 2016-2017, especially in Africa.

Terrorism in Africa was largely confined to Algeria in 2001-2006, but it increased to nine countries with significant fatalities in the time period of 2014-2015. The increase will be led primarily by three Islamist organizations.

Boko Haram, an ISIS affiliate based in Nigeria, murdered 7,112 innocents in 2014, up from 1,729 in 2013. Al-Shabaab, an al-Qaida affiliate based in Somalia, murdered 1,782 in 2014, up from 739 in 2013. Al-Qaida in the Lands of the Islamic Maghreb killed 873 in 2014, an increase from 370 in 2013.

### Trend 4: Western Interventions Inflamm Instability

Interventions by the U.S. and/or NATO or other Western coalitions inflamed the threat from Islamists, the IPT analysis finds. The five countries in which the U.S.

Country	2012-2013 (Average Annual)		2014-2015 (Average Annual)	
	Attacks	Fatalities	Attacks	Fatalities
<b>Iraq</b>	98	1,429	565	8,134
<b>Afghanistan</b>	573	2,684	760	4,207
<b>Syria</b>	42	634	116	2,715
<b>Yemen</b>	111	681	180	928
<b>Libya</b>	7	19	50	193
<b>Total</b>	831	5,447	1,671	16,177

involved itself militarily – Iraq, Afghanistan, Syria, Libya and Yemen – represent an outsized share of attacks and fatalities.

In 2014-2015, they accounted for 55 percent of all fatalities caused by radical Islamist terror, a statistic that remains nearly unchanged since 2012-2013 due to the overall increase in Islamist terror activity worldwide.

## Trend 5: Failed States Breed Islamist Terror

All five countries in the chart above can be considered failed states – those without functioning and effective central governments.

ISIS (responsible for 10,780 deaths since 2013) filled the vacuum in Iraq and Syria created by the lack of governance. Libya became a cesspool of extremism after NATO helped depose dictator Muammar Gaddafi. It was attractive enough that ISIS created a new caliphate along the Mediterranean with an estimated 6,500 fighters. From there, it exports weapons, jihadists and ideology to Europe, Africa and the Middle East. Saudi Arabia and Iran are currently fighting a deadly proxy war in Yemen.

Nigeria (9,207 killed since 2001) and Pakistan (3,175 killed since 2001) do not have failed central governments, but they are unable to extend stability or authority to significant areas within their boundaries.

### IPT's Outlook for 2016-2017

Attacks will continue increasing in 2016-2017 in lethality and geography in the following countries in Africa, the Middle East and South and Southeast Asia, in addition to Europe. There may be isolated successes against jihadist groups, but there still is no effective, broad-based strategy for containing or defeating them. We are losing this war.



**2016-2017 Countries to watch:** Algeria, Bangladesh, Chad, Indonesia, Jordan, Nigeria, Saudi Arabia, Thailand, Tunisia, Turkey

The IPT predicts a dire 2016-2017 based upon its analysis. Until new and effective strategies develop, it offers the following insights into the near future.

**The IPT predicts that the following trends will emerge or develop in 2016-2017**

**and beyond:**

- 1.** Europe's security systems will become more stressed and unable to respond to the rising challenges associated with the mass migration of refugees. Violence in Europe will increase in size and scope as Islamists exploit its nearly unregulated immigration system and Muslim enclaves such as Molenbeek in Brussels become more widespread.
- 2.** The proliferation of terrorism in Africa will proceed unabated.
- 3.** The Middle East will experience growing destabilization in Jordan, Turkey and Saudi Arabia as a result of regional conflicts spilling into their borders.
- 4.** Thailand, the Philippines, India and Bangladesh will become more susceptible to an increase in attacks due to their perception as soft targets.

The data studied in this analysis was extrapolated in part from the National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism (START). (2015). Global Terrorism Database [gtd\_0615dist].

<http://www.rightsidenews.com/>

## **The shocking truth about how swiftly and effectively ISIS has spread jihad across the globe**

March 28, 2016

People might sense that Islamist terror is on the rise as they follow daily news reporting, but they might be shocked at how significantly it has spiraled in lethality and focus in a very short amount of time.

Deaths from jihadist assaults rose from an annual average of roughly 2,500 innocents per year from 2001 to 2006, to an average of 3,300 per year in 2007-2011, to 9,000 per year in 2012-2013 and to an average of more than 28,000 in 2014-2015.

Also, terrorist attacks were once limited to a few countries with no real nexus in the period from 2001 to 2006, suggesting that jihadists were striking targets of opportunity without much coordination or broader strategy.

Today ISIS claims two caliphates – one the size of Indiana in Iraq and Syria and the other along the Mediterranean coast in Libya – from which to expand its genocidal influence in the Middle East and Africa. Large areas of the African continent have also experienced tremendous mass slaughter from Islamist terror in recent years, led by ISIS affiliate Boko Haram.

The Investigative Project on Terrorism (IPT) – in a new analysis of global Islamist terror – identified these two alarming developments that have gone largely unreported and unnoticed.

The analysis confirms that the West has proven itself unable to develop and implement effective strategies to confront, contain and defeat ISIS or any of the 34 terrorist organizations that have pledged their allegiance to it.

The result is that deaths attributable to jihadists have increased by roughly 700 percent since 2011, and ISIS now has two caliphates (Iraq/Syria and Libya) from which it can threaten three continents: Asia, Africa and Europe.

It is a dangerous situation.

The causes are even more frightening. The neighborhoods where the West has most actively been engaged – Iraq, Afghanistan, Yemen, Libya and Syria – are failed states.

Egypt, another country in which the West involved itself, nearly became a terrorist haven with a government dominated by the Islamist Muslim Brotherhood before the military overthrew it. Even so, it is still attempting to reclaim authority over parts of the Sinai Peninsula from terrorists.

Iraq, Yemen, Libya, and Syria each reflected some semblance of statehood by maintaining stability and suppressing violent elements within their borders prior to Western intervention. Afghanistan never had a strong functional administration, and Egypt is slowly reestablishing control over internal areas.

The West has demonstrated an ability to remove regimes relatively easily, but it has been unable to transition these countries toward stable governments that can maintain order and stability within their own borders.

Countries where the West has intervened in domestic affairs now feature three distinctions. They account for more than 55 percent of the total global casualties resulting from jihadist terror. They represent the core of the ISIS caliphates expanding their deadly activities into the rest of the Middle East, Africa and Europe. They are creating millions of refugees and untold suffering in the world today.

Additionally, with the notable exception of Algeria, Africa barely registered on the map of significant Islamist terror activity in 2001. Today, half of the 18 countries with the highest level of fatalities on the globe are located there.

The course of affairs will unfortunately continue to move in the wrong direction because Western leaders appear incapable of doing anything meaningful about it.

Today Iran directs Iraq's military. Saudi Arabia and Iran are fighting a proxy war in Yemen. The U.S. has returned to Libya to conduct air strikes with fighter jets and andrones against ISIS. Peace talks in Syria fall apart nearly daily.

Western military and security services discuss their progress against either of the caliphates, but they do not appear willing to commit the short-term resources necessary to completely eradicate them.

They need to recognize the magnitude of the defeat that it is facing and develop bipartisan solutions that will diminish and eliminate the swelling threat.

Half-hearted measures are not the answer.

*Republican Pete Hoekstra is the Shillman senior fellow at the Investigative Project on Terrorism and the former chairman (R-Michigan) of the U.S. House Intelligence Committee. He is the author of "Architects of Disaster: The Destruction of Libya" (The Calamo Press, October 2, 2015).*

<http://www.foxnews.com/opinion/>

## **Africa: New UN-Arab League Agreement Aims to Prevent Conflict-Related Sexual Violence**

The United Nations and the League of Arab States today signed an agreement to strengthen collaboration on prevention of conflict-related sexual violence in the Arab region.

The agreement was signed in Cairo, Egypt, by the UN Special Representative on Sexual Violence in Conflict, Zainab Hawa Bangura, and Nabil el-Araby, Secretary-General of the League of the Arab States. It is meant to form the foundation on which to mobilize political commitment and collaborate in combatting rape and other instances of conflict-related sexual violence, particularly in Iraq, Libya, Somalia, Sudan, Syria and Yemen

"This framework of cooperation gives us a platform to join and reinforce our efforts, and together build a comprehensive response in the security, justice and service sectors," said Special Representative Bangura, who is also a UN Under-Secretary-General.

That will include deeper information sharing and analysis, training and capacity building, and providing medical and psychosocial services to survivors and their families, according to a press release from the Office of the Special Representative.

The agreement also cites the role of civil society, as well as religious and traditional leaders "to help shift the stigma of sexual violence from the victims to the perpetrators" and to ensure that survivors and the potential children they bear as a result of the crimes, are accepted back into their communities, the Office said.

"Ultimately it is my hope that the focused engagement of the Arab League will catalyze greater national leadership, ownership and responsibility among its member countries to protect vulnerable women, children and men from sexual violence," Mrs. Bangura added.

While in Egypt, the UN Special Representative met with Sheikh Ahmed El-Tayeb, whose title of Grand Imam of Al Azhar makes him one of the highest authorities in Sunni Islamic thought.

During their meeting, Mrs. Bangura received assurance of the Sheikh's commitment to speaking out against conflict-related sexual violence, particularly in the context of acts by extremist groups such as ISIL and Boko Haram, according to the press release.

"This is an affront to the most sacred and fundamental tenets of Islam as a religion of peace and tolerance," Mrs. Bangura said, referring to what she calls "perverting" of Islam by groups that attempt to give religious justification for sexual slavery and other acts of violence against women and girls.

<http://allafrica.com/stories/201603300228.html>



## Burkina Faso

### LUTTE CONTRE LE TERRORISME : Le cheval de bataille du CERFI

Face aux menaces terroristes qui pèsent sur la sous-région africaine, le Cercle d'études de recherches et de formation islamiques (CERFI) a organisé une conférence publique le 26 mars 2016 à Ouagadougou, afin d'apporter son soutien à la lutte contre ce phénomène qui sape les fondements de la paix et du développement des pays touchés. C'était sous la présidence du ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité intérieure, Simon Compaoré.



*« Islam, paix et développement : le citoyen musulman face au défi de sécurité », c'est sous ce thème que s'est tenue la conférence publique organisée par le CERFI le 26 mars dernier. A travers cette conférence publique, le CERFI s'inscrit dans sa logique de faire des menaces terroristes, un mauvais souvenir. « Cette activité est la preuve que la recherche de la paix au Burkina demeure une préoccupation fondamentale et même un défi pour le CERFI. Nous souhaitons que cette conférence soit un espace de réflexion sur les questions sécuritaires en lien avec le terrorisme et de propositions concrètes en termes d'actions afin de contribuer à l'effort national visant à venir à bout de ce phénomène qui sape les fondements de la paix et du développement du pays », a expliqué le président du CERFI, Souleymane Koné. Il a saisi l'occasion pour rappeler à tous les fidèles musulmans le respect des écrits du Saint Coran, notamment les versets et les sourates qui prônent le respect de la vie sacrée humaine. « En aucun cas, la vie humaine que Dieu a rendue sacrée ne saurait être ôtée de façon lâche au nom de l'impératif de promouvoir une religion : « Ne tuez point la vie qu'Allah a rendue sacrée ». (Coran 17, verset 33). Le verset 32 de la sourate 5 est, on ne peut plus clair : « celui qui tue un homme a tué toute l'humanité », a-t-il soutenu. Et d'ajouter que c'est au nom de ces exigences de l'islam à faire de la paix et du vivre ensemble un impératif pour le croyant qu'il a plu au CERFI d'organiser cette conférence publique afin d'analyser les principaux*

enjeux et défis qui favorisent l'émergence des groupes extrémistes et qui fragilisent la stabilité et la paix au Burkina et dans la sous-région.

**« Il ne faut pas céder au jeu des terroristes »**

Embouchant la même trompette, le ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité intérieure, Simon Compaoré, par ailleurs président de la cérémonie d'ouverture de la conférence publique, a salué l'initiative du CERFI qui contribue à faire de la paix et de la cohésion sociale, le socle du développement du pays. C'est pourquoi, il a appelé tous les fidèles musulmans à rester vigilants pour dénoncer toute personne susceptible de vouloir mettre en cause les fondements de la religion islamique. « *Il ne faut pas céder au jeu des terroristes qui est de semer la terreur, le chaos, la peur et la division (...). Nous devons nous unir pour faire face à ces individus qui veulent saper les valeurs islamiques* », a-t-il lancé aux participants de la conférence publique. Il faut noter que la conférence publique a été co-animée par l'imam Khalid Ilboudo, enseignant et animateur de l'émission « *Foi du croyant* » sur la télévision nationale et Jacob Yarabatioula, Sociologue, enseignant à l'Université Joseph Ki-Zerbo, expert national et consultant sur les questions d'extrémisme violent, de radicalisation et de gestion des frontières. Plusieurs participants venus de l'extérieur, notamment du Niger ont aussi pris part à la conférence publique

<http://lepays.bf/lutte-contre-terrorisme-cheval-de-bataille-cerfi/>

## Cameroon

### Au Cameroun, les « soldats de l'ombre », oubliés de la lutte contre Boko Haram (1/4)

le 30.03.2016



A la manière d'un soldat, il se met au garde-à-[vous](#) pour [saluer](#). Pourtant Lawan Mahamat n'a ni treillis militaire, ni kalachnikov ni casque pour se [protéger](#) du soleil brûlant. Le seul camouflage que porte ce jeune homme de 29 ans est une chemise rapiécée et un pantalon trop petit pour sa grande taille. Ses seules armes sont une lance et quelques flèches. Qu'importe ! Celui qui était encore éleveur il y a deux ans se considère comme un vrai soldat. « *Je garde notre village de jour comme de nuit, sous le soleil ou sous la pluie* », dit-il en se frappant fièrement le torse de la main droite. Sans [quitter](#) des yeux son poste de garde, un puits d'eau, le jeune père de [famille](#) ajoute sur un ton solennel : « *Je suis membre du comité de vigilance de Kerawa.* »

Kerawa est une localité de 7 000 âmes, perdue entre les montagnes arides de l'extrême nord du [Cameroun](#), séparée du [Nigeria](#) par la petite rivière Mboua qui n'a pas la moindre goutte d'eau en saison sèche et pendant laquelle les températures dépassent aisément 40 degrés, entre octobre et mai. Comme beaucoup d'autres villages de la région, Kerawa est à un jet de pierre de la ville nigériane de Maiduguri, l'un des fiefs de [Boko Haram](#). Les deux pays partagent une frontière commune poreuse longue de 1 650 kilomètres, ce qui facilite des incursions répétées du groupe djihadiste en territoire camerounais.

#### Vigilance et autodéfense

Depuis le début des exactions de la secte islamiste nigériane au Cameroun en 2014, Kerawa est régulièrement prise d'assaut. La dernière attaque d'envergure, un double attentat début septembre 2015, a fait une trentaine de morts et près de 150 blessés. Les habitants se sont mobilisés en groupes dénommés « comités de vigilance ». Il s'agit d'un système de [défense](#) populaire régi par la loi camerounaise et utilisé dans de nombreuses [villes](#) à travers le pays pour [lutter](#) contre le grand banditisme. Les

jeunes de Kerawa se sont mobilisés avec le soutien des chefs traditionnels afin de seconder les soldats de l'armée et servir de « mécanisme d'alerte ».

« Sans l'aide des populations, nous ne saurons distinguer qui est un membre du groupe Boko Haram et qui ne l'est pas, confie un officier de l'armée camerounaise en service dans la région de l'Extrême-Nord. Les comités de vigilance se sont donc formés. Ils nous fournissent des informations sur l'incursion ou l'entrée d'un élément inconnu dans les villages. »

Lawan Mahamat ainsi qu'une soixantaine d'autres jeunes hommes scrutent tout mouvement de personnes dans le village, armés de flèches, lances, machettes, couteaux et, quelques rares fois, de fusils de chasse. Pour intégrer ces comités de vigilance, les jeunes hommes doivent passer un test de moralité effectué par les services de la préfecture. « On nous pose beaucoup de questions : ce qu'on fait, si on a fait de la prison... Ils mènent aussi une autre enquête avec l'aide des forces de défense », explique un membre du comité de vigilance. Une fois passé le test, un badge signé par le sous-préfet d'arrondissement leur est délivré. Il s'agit du seul véritable entraînement « militaire » que reçoivent ces soldats de l'ombre. Le reste doit faire appel à leur imagination et à leur instinct.

Des moyens rudimentaires

« Nous sommes toujours répartis en six groupes postés dans tous les coins de Kerawa, explique Timada Boukar, n° 2 du comité de vigilance de Kerawa, machette à la main. Nous regardons tout ce qui se passe autour de nous. Dès qu'un de nos gars a une information ou aperçoit un inconnu "bizarre", nous appelons les responsables et le signalons aussitôt à l'armée. »



« Il y a tout de même quelques défaillances dans ce système : le renseignement qui ne vient pas à temps ou qui n'est pas toujours clair. Mais nous sommes satisfaits du travail de ces comités de vigilance », estime le lieutenant-colonel Felix Tetcha, commandant d'une section du Bataillon d'intervention rapide (BIR), l'unité d'élite de l'armée camerounaise en première ligne de la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram. Le BIR comprend 4 000 hommes, soit 10 % des effectifs des forces

de défense nationale.

Les comités de vigilance, eux, sont cent fois moins nombreux. Et disposent de moyens rudimentaires. Pourtant, ils réalisent des prouesses dans la lutte contre le terrorisme, comme le souligne Aladji Mahamat, qui fait partie d'un des groupes d'autodéfense de Kerawa.

« Nous avons faim »

« Une nuit, j'étais en poste à la frontière. Ils sont arrivés et j'ai tiré. J'en ai tué trois et j'ai sonné l'alerte. L'armée est venue et ils ont été repoussés », raconte Aladji Mahamat en caressant son vieux fusil de chasse. Si le jeune homme est toujours vivant depuis qu'il a rejoint les comités de vigilance en 2014, nombre de ses camarades ont perdu la vie. Des sources sécuritaires enregistrent « moins de 30 personnes tuées et d'autres blessées » sur le millier de membres des comités de vigilance répartis dans le nord du Cameroun.



« Nous payons parfois le prix fort. J'ai vu deux de mes frères [mourir](#) devant moi, décapités par une bombe », soupire un autre membre des comités de vigilance. « Nous nous battons pour le [bien-être](#) de notre village. Mais nous n'avons même pas de salaires », regrette pour sa part Timada Boukar. Le n°2 de l'équipe peine à [masquer](#) sa frustration et le sentiment d'être délaissés par les autorités, avant de [lancer](#) un cri d'alarme : « On n'oblige pas l'Etat à nous [payer](#). Mais nous avons faim... »

Les comités de vigilance ont quelques fois reçu du gouvernement des sommes d'argent ainsi que des dons : motos, vélos, flèches et machettes. Il y a peu, les services de la préfecture de la région leur ont fait [parvenir](#) une enveloppe de 300 000 francs CFA (457 euros) à se [partager](#) entre eux. C'est loin d'être suffisant pour ces jeunes qui vivaient d'[agriculture](#) et d'élevage avant que les exactions des terroristes de Boko Haram ne viennent [mettre](#) un terme à leurs activités. En attendant, ils vivent de la générosité des vrais soldats dont ceux du BIR, l'unité la plus choyée de l'armée camerounaise.



Camp de déplacés du Federal Training Centre à Maiduguri. Le conflit armé qui sévit dans le nord-est du Nigeria a fait des milliers de morts et a jeté plus de deux millions de personnes sur les routes.



Salle de soins au camp de déplacés du Federal Training Centre à Maiduguri. La plupart des blessés et des malades ont dû marcher plus de 200 km, des jours durant, sans soins ni médicaments, pour arriver ici.



Hôpital public spécialisé de Maiduguri. « Une grenade a explosé dans mon magasin, un enfant l'y avait apportée, pensant que c'était un jouet », raconte Umar Abba, patient de 33 ans, originaire de Baga, dans l'Etat de Borno. Umar est en convalescence après l'amputation de sa jambe gauche.



Hôpital public spécialisé de Maiduguri. Un anesthésiste du CICR s'occupe d'un patient. En coopération avec le ministère de la santé, le CICR dispense des soins chirurgicaux à des personnes blessées par arme à feu et aux déplacés nécessitant des soins d'urgence.



Centre de distribution du CICR à Maiduguri. Depuis le début du conflit, un nombre croissant de veuves mendient dans les rues. Elles comptent parmi les plus vulnérables. Grâce au soutien de plusieurs acteurs humanitaires, comme le CICR, elles reçoivent une aide alimentaire durant six mois et un soutien pour créer leurs microprojets générateurs de revenus.

<http://www.lemonde.fr/afrique/>



## Côte d'Ivoire

### Côte d'Ivoire : Aqmi revendique l'attaque terroriste de Grand-Bassam le 13 mars.

15/03/2016

Aqmi a revendiqué l'attentat de la station balnéaire très populaire de Grand-Bassam, en Côte d'Ivoire, qui a fait au moins 16 morts dimanche. Des ressortissants français, allemand, burkinabé, malien et camerounais figurent au nombre des tués.



Quelques heures après l'[attaque de trois hôtels](#) de bord de mer à Grand-Bassam, dimanche 13 mars, Al-Qaïda au Maghreb islamique ([Aqmi](#)) a revendiqué l'assaut qui a fait au moins 16 morts, dont 14 civils et deux policiers. C'est la première fois que la [Côte d'Ivoire](#) est victime d'une attaque terroriste jihadiste de ce type.

Selon le spécialiste des réseaux jihadistes à France 24 Wassim Nasr, "Mokhtar Belmokhtar a toujours voulu pousser les attaques d'Aqmi vers le Sud. Ils sont ceux qui ont commandité les attaques de Ouagadougou et Bamako. Cela s'inscrit dans la continuité de la lutte au Sahel, dans une guerre qui cible les lieux de rencontres des Occidentaux et déstabilise les économies de ces pays africains."

Le communiqué de revendication d'Aqmi, écrit en arabe et diffusé via l'application de messagerie instantanée Telegram, explique que trois assaillants ont pris part à l'attaque, précise Wassim Nasr alors que le gouvernement ivoirien a, de son côté, affirmé avoir neutralisé six terroristes.

L'attaque a débuté dimanche, à 12h30 (heures locale et GMT). Six hommes armés sont arrivés sur la plage (de l'hôtel l'Étoile du Sud) de Grand-Bassam, une ville côtière située à une quarantaine de kilomètres à l'est d'Abidjan, (...) et ont ouvert le feu sur les touristes, les clients. Selon des témoins, les tueurs, qui ont accédé à

la plage par une allée, ont tiré sur les nageurs et les personnes prenant le soleil, avant de viser les hôtels, remplis de clients à l'heure du déjeuner. L'attaque a provoqué des scènes de panique, plusieurs centaines de personnes tentant de quitter la zone quadrillée par d'importantes forces militaires.

Le ministre de l'Intérieur, Hamed Bakayoko, a précisé qu'il y avait des ressortissants français, allemand, burkinabé, malien et camerounais au nombre des tués.

### **"Fier de nos forces de sécurité"**

Le président Alassane Ouattara s'est rendu en milieu de journée sur les lieux, et a dénoncé une attaque "terroriste". "Les six assaillants ont été neutralisés en quatre heures de temps. Le bilan est lourd. [...] Je présente mes condoléances aux familles des personnes assassinées. Je suis très fier de nos forces de sécurité qui ont réagi rapidement" a déclaré le chef d'État ivoirien.

[Selon un journaliste de Reuters](#) présent sur place, au moment de l'attaque, Alasane Ouattara se trouvait sur une plage voisine, celle d'Assinie, où une soirée de gala avait été organisée la veille.

Les autorités ivoiriennes ont ouvert une enquête dès dimanche. Hamed Bakayoko a déclaré que la police scientifique ivoirienne avait en sa possession un téléphone portable qui permettra aux enquêteurs d'examiner toutes les ramifications et de remonter à la source.

Le président français François Hollande a de son côté dénoncé un "lâche attentat" dans lequel "au moins un Français" a été tué.

"La France apporte son soutien logistique et de renseignement à la Côte d'Ivoire pour retrouver les agresseurs. Elle poursuivra et intensifiera sa coopération avec ses partenaires dans la lutte contre le terrorisme", a-t-il ajouté.

### **Premier attentat de masse en Côte d'Ivoire**

Ville historique et ancienne capitale coloniale sur la côte du golfe de Guinée, Grand-Bassam abrite plusieurs hôtels fréquentés par une clientèle d'expatriés, le long d'une plage où afflue la population abidjanaise en fin de semaine. C'est la première fois que le pays est la cible d'une attaque contre une zone touristique, alors que le secteur se remet lentement de 10 ans de crise socio-politique.

De sanglantes attaques jihadistes ont visé ces derniers mois des hôtels de Bamako et Ouagadougou, les capitales malienne et burkinabé. Mais la Côte d'Ivoire, frontalière du Mali dont les jihadistes ont un temps occupé le Nord avant d'être chassés par une intervention militaire française, avait jusqu'ici été épargnée par les attentats de masse.

Mais nombre d'analystes s'attendaient à ce qu'elle soit visée, comme le Sénégal, pays très touristique. Dans une interview au site mauritanien Al-Akhbar en janvier, un chef d'Aqmi, Yahya Abou El Hamame, menaçait les alliés des "Croisés" de "les frapper, ainsi que les intérêts occidentaux chez eux". La Côte d'Ivoire participe à la

force de l'ONU déployée au Mali et un peu plus de 550 militaires français sont stationnés dans le pays.

*Avec AFP et Reuters*

<http://www.france24.com/>

## Comment la Côte d'Ivoire va gérer l'après Grand-Bassam

le 29/03/2016



Des Ivoiriens sur la plage de Grand-Bassam le 20 mars. Crédit photo: SIA KAM-BOU / AFP

Voilà désormais les Ivoiriens pris dans la ronde des discussions sur les réponses à apporter aux actes terroristes.

Les attentats du dimanche 13 mars à Grand-Bassam, en Côte d'Ivoire, ont donné lieu aux désormais familières analyses instantanées des chaînes d'information continue, souvent discutables du fait de leur prisme exclusivement occidental, mais aussi parfois grotesques au plan du contenu. La palme revient sans surprise à [Fox News](#), qui a clamé que les Américains étaient la cible des attaques, tout en présentant la crise ivoirienne de ces dernières années comme « une guerre de religions ». Les médias français n'ont pas été en reste, répétant inlassablement que [« la France était visée »](#).

De fait, le [communiqué de revendication d'Al Qaeda au Maghreb islamique \(AQMI\)](#), en parfaite cohérence avec ses habituels éléments de langage, martèle cette version des faits avec autant d'entrain que les médias français. L'objectif de l'attaque de Bassam, indique-t-il, était de punir les pays membres de « l'alliance satanique » ayant « envahi » le Mali en 2013, dans le sillage de l'opération française Serval, devenue Barkhane par la suite. La Côte d'Ivoire contribue effectivement au contingent de la mission onusienne de paix au Mali, la [Minusma](#). Elle est aussi une partenaire commerciale et alliée politique majeure de la France en Afrique de l'Ouest. La coopération militaire entre la Côte d'Ivoire et France est étroite. Une force française d'environ 600 hommes est [prepositionnée](#) sur place. S'en prendre symboliquement à la France par le truchement de la Côte d'Ivoire, oui, donc, pourquoi pas.

À lire aussi sur Slate.fr: [Voilà ce qu'était Grand-Bassam](#)

Mais, à moins d'être mû par l'irrépressible et nauséabond besoin de déclarer la « guerre des civilisations », il y a peut-être mieux à faire que de désigner la France comme victime principale lorsque qu'un attentat est commis à 6 000 km de ses frontières ou d'accepter sans recul critique la propagande d'AQMI.

## Le prolongement des pulsations d'Abidjan

On voit bien tout d'abord qu'il est plus glorieux pour AQMI de présenter ses actes sous l'angle d'un combat contre les forces « sataniques » conduites par la France, que de s'attarder sur l'ignominie des violences perpétrées contre des victimes sans défense, [enfants compris](#). La décence minimale exige par ailleurs de faire savoir que ces victimes sont avant tout [ivoiriennes](#). Et qu'elles n'étaient pas les victimes collatérales d'une attaque visant les seuls touristes occidentaux.

La plage de Bassam, où se sont déroulés les faits, est située à quelques kilomètres à l'est d'Abidjan. Elle est une interminable bande de sable le long de laquelle sont effectivement installés quelques établissements chics. Mais elle est surtout le lieu vers lequel convergent en fin de semaine des Ivoiriens de toutes origines sociales et de tous âges, venus principalement d'Abidjan, pour se détendre, profiter de la mer, écouter de la musique, déguster les spécialités des « maquis » (cafés populaires), jouer au foot, flirter, etc.



Une gerbe en mémoire des victimes de l'attaque de Grand-Bassam, déposée par Alassane Ouattara. Crédit photo: SIA KAMBOU / AFP

Grand Bassam n'est pas une station balnéaire policée réservée à une clientèle triée sur le volet. Elle est le prolongement festif, le temps d'un week-end, des pulsations d'Abidjan, une ville unique en Afrique de l'Ouest dont l'[énergie sociale](#), économique ou culturelle sidère quiconque la visite. C'est avec cet œil que nombre d'Ivoiriens lisent les faits récents. Et ce n'est pas la France qu'évoquent en une les journaux ivoiriens le [lendemain](#) ou le [surlendemain](#) des faits.

## Ordres politiques fracturés

Voilà désormais les Ivoiriens pris dans la ronde des discussions sur les réponses à apporter aux actes terroristes, comme le Burkina Faso récemment, ou le Mali, le Niger ou la Mauritanie plus anciennement. L'expansion des activités djihadistes en Afrique de l'Ouest est un révélateur implacable des forces et faiblesses des systèmes

de gouvernance et sécuritaires des pays touchés.

À lire aussi sur Slate.fr: [L'histoire de la photo marquante de l'attaque terroriste de Grand-Bassam](#)

Comme le souligne très justement un récent [rapport](#) de l'International Crisis Group, c'est dans les ordres politiques fracturés que prospèrent les mouvements djihadistes. Le cas burkinabé suggère par exemple que le démantèlement de certaines institutions sécuritaires – en l'occurrence celles, formelles ou informelles, proches du président renversé Blaise Compaoré – ont fragilisé les défenses du pays face aux actes terroristes. La Côte d'Ivoire connaît-elle de telles vulnérabilités ?

La réaction ivoirienne aux attentats ne ressemblera pas à celles de ses voisins déjà affectés. Elle dépendra de sa configuration institutionnelle et politique particulière. Le pays devra mobiliser des ressources qui lui sont propres. La Côte d'Ivoire ne figure pas dans le dispositif français [Barkhane](#) et a peu de chance d'y figurer puisque celui-ci, concentré sur le Sahel, atteint des limites logistiques objectives. Porter son attention sur le strict clivage France-AQMI interdit de comprendre les dynamiques à venir dans cette partie du monde.

Noms de guerre

Si une attaque sur Grand-Bassam n'a pas suffisamment été anticipée, une telle opération sur le sol ivoirien n'est pas une surprise. Des alertes – qui concernent aussi Dakar, au Sénégal – circulaient. Des renforcements sécuritaires avaient été mis en place ces dernières semaines. En juin 2015, des [attaques djihadistes](#) – qui ne sont pas le fait d'AQMI – ont eu lieu au sud du Mali, tout près de la frontière ivoirienne, laissant planer l'éventualité d'incursions.

Ces événements sont concomitants de spéculations sur la multiplication sans contrôle de mosquées salafistes au nord du pays, servant de possibles caches d'armes. Ces rumeurs n'ont pas été confirmées rigoureusement. On peut raisonnablement penser que l'attaque de Bassam s'appuie essentiellement sur une structure organisationnelle extérieure à la Côte d'Ivoire [avec de possibles complicités locales](#). Les noms de guerre des trois assaillants de Bassam révélés par AQMI indiqueraient la présence d'un seul ressortissant ivoirien (« Al Ansari »). Les deux autres (« Al Fulani », c'est-à-dire Peul) appartiennent à un vivier connu de (très jeunes) recrues sahéliennes d'AQMI.

Plus tôt, en août 2012, alors que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédeao) envisageait un déploiement au nord-Mali occupé par les mouvements djihadistes, un haut gradé ivoirien peu enthousiaste nous confiait : « Si on intervient au Mali, on aura un attentat à l'Hôtel Ivoire » – du nom du luxueux hôtel érigé en bord de lagune, au centre d'Abidjan.

L'Afrique de l'Ouest est un espace humain éminemment intégré. Les biens et personnes y circulent perpétuellement et en grand nombre. Beaucoup de ses pays ont récemment connu la guerre. Les mégaloportes côtières abritent de vastes espaces échappant au contrôle étatique. Les armes légères sont [aisément accessibles](#). Organiser une attaque ne présente pas de complications logistiques majeures et les forces de sécurité de la région le savent bien.

## Mémoire douloureuse

Quelle direction prendra donc la Côte d'Ivoire au lendemain des attaques de Grand-Bassam ? L'hypothèse spontanée, chère à Fox News, d'un envenimement des clivages religieux, dans un pays pour moitié chrétien, pour moitié musulmane ne résiste pas longtemps à l'analyse. La guerre civile de près de dix ans (2002 à 2011) entre les forces loyales au Président de l'époque, Laurent Gbagbo, et les rebelles qui ont ensuite apporté leur soutien à l'actuel chef de l'État, Alassane Ouattara, avait pour enjeu essentiel l'accès à la [citoyenneté](#).



L'hôtel Ivoire, à Abidjan, cible potentielle pour les terroristes. Crédit photo: [fr.zil/Flickr](#), [CC BY-SA](#)

Elle s'est aussi déployée dans l'ordre mystique et spirituel, comme formidablement démontré par [Marie Miran](#), mais selon des clivages très éloignés de ceux sur lesquels s'appuie AQMI. En Côte d'Ivoire, l'islam salafiste, proche de celui d'AQMI – mais qu'on ne peut pour autant automatiquement considérer comme l'antichambre du djihad violent – reste très minoritaire.

C'est au sein de la classe politique qu'il faut scruter les signes des évolutions à venir. L'onde de choc occasionnée par cette attaque terroriste semble avoir momentanément mis entre parenthèses les profonds clivages politiques d'un pays à peine sortie d'une longue crise interne. L'ouverture fin janvier 2016 du [procès de l'ex-président Laurent Gbagbo](#), accusé par la Cour pénale internationale de crime contre l'humanité, a fortement ravivé les tensions sociopolitiques et réveillé la mémoire douloureuse d'une crise mal soldée à cause d'un processus de réconciliation nationale bâclé.

## Une instrumentalisation politique risquée

Pourtant, Pascal Affi N'Guessan, le chef ([contesté](#)) du Front populaire ivoirien, le parti de Laurent Gbagbo, a immédiatement déclaré à la sortie d'un échange avec le président Ouattara le 15 mars dernier : « Face à l'adversité, nous devons être unis ». Et Laurent Gbagbo a lui-même, par la voix de son porte-parole Koné Katinan (exilé au Ghana), invité à une mobilisation africaine de la lutte contre le terrorisme, tout en soulignant : [« C'est dans l'union que nous surmonterons cette autre épreuve »](#).

Guillaume Soro, le leader de l'ex-rébellion et actuel président de l'Assemblée nationale, présenté comme le « frère ennemi » du puissant ministre de l'Intérieur, Hamed Bakayoko dans la [perspective de la succession de Ouattara en 2020](#), a – au nom de son institution – [« félicité le gouvernement pour la promptitude de sa réaction »](#) et « appelé au sursaut et à la solidarité nationale autour du gouvernement ».

Sans doute est-il politiquement risqué d'instrumentaliser cet événement inédit au profit de la fracture béante entre pro-Gbagbo et pro-Ouattara. La forte émotion suscitée au sein de l'opinion nationale face à la violence de l'attentat dans un endroit aussi prisé des Ivoiriens a assurément tempéré les ardeurs des politiques habituellement prompts à faire feu de tout bois.

L'attaque fait cependant quelques gagnants sur la scène politique nationale. Elle a pour effet de détourner la [mauvaise publicité](#) que faisait le procès de Laurent Gbagbo et de son coaccusé Charlé Blé Goudé, au gouvernement en place depuis le début de l'année. Par ailleurs, elle a replacé au premier plan du paysage politique, le ministre de l'Intérieur Hamed Bakayoko. Ce dernier tire un bénéfice d'image de la gestion plutôt satisfaisante de l'attentat par les forces de sécurité ivoiriennes.

## Des réponses locales crédibles

Au plan sécuritaire, le gouvernement ivoirien a fait preuve d'une gestion assez [efficace](#) de l'attentat de Grand-Bassam. Les forces spéciales ivoiriennes étaient [préparées](#) à une attaque terroriste. Elles ont réagi en moins d'une heure (45 minutes a déclaré le gouvernement) après l'attaque et ont réussi à neutraliser les trois djihadistes.

Le président de la République, accompagné d'une partie de son gouvernement, s'est rendu sur les lieux du drame trois heures après l'attaque et a fait une déclaration publique annonçant la fin de l'attaque. Trois jours de deuil national ont été décrétés par le gouvernement à l'issue d'un Conseil extraordinaire des ministres tenu le 15 mars. Les mesures de protection des potentielles cibles d'attaques ont été renforcées et une enquête a été rapidement ouverte par le procureur de la République.

Le bilan plutôt positif des autorités a pour l'heure surtout été contesté sur les réseaux sociaux. La couverture médiatique maladroite de l'attentat faite par la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI), l'unique télévision nationale, a été critiquée : pendant que les chaînes internationales d'actualité relayaient en boucle la nouvelle de l'attaque dès 14h GMT c'est-à-dire moins d'une heure après l'attaque, ce n'est qu'aux environs de 16h que la RTI a fait défiler un bandeau sur la fusillade, préférant retransmettre un match du très peu populaire championnat national de football.

La pression critique des populations, qui ont dès les premières heures investi les réseaux sociaux pour partager informations, images et commentaires, a, semble-t-il,



obligé le gouvernement à communiquer plus rapidement sur l'évènement. Cinq jours après l'attentat, la pression des critiques a entraîné le [limogeage du Directeur de l'information de la RTI](#). Des tentatives de lectures partisans de l'évènement peuvent être relevées sur les réseaux sociaux, mais demeurent marginales face au consensus condamnant l'attentat.

Ces observations à très court terme ne présagent pas forcément des évolutions à venir. Les élans rhétoriques consensuels ne sont pas toujours mis en acte. Relevons, à tout le moins, que la Côte d'Ivoire n'est pas dépourvue de ressources politiques, sécuritaires, ni de vigilance citoyenne face aux actes terroristes. Avant de convoquer l'idiome de la guerre globale contre le terrorisme et son corollaire interventionniste, il est possible d'envisager des réponses locales crédibles.

\*\*\*\*\*

Par [Yvan Guichaoua](#), Maître de conférences sur les conflits internationaux, [University of Kent](#) et [Fahiraman Rodrigue Kone](#), Sociologue, enseignant au Centre de Recherche et d'Action pour la paix (CERAP), [Université Alassane Ouattara de Bouaké](#)

La [version originale](#) de cet article a été publiée sur [The Conversation](#).

<http://www.slateafrique.com/>

## Libya

### Les risques d'une nouvelle intervention en Libye

28 mars 2016



**L'intervention de l'OTAN en Libye en 2011, peu après le soulèvement contre Mouammar Kadhafi, a été à l'époque saluée comme une « intervention humanitaire ». Son objectif, si l'on en croit du moins la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies faisant office d'autorisation, était d'instaurer un cessez-le-feu et de mettre fin à des attaques contre les civils pouvant « constituer des crimes contre l'humanité ».**

*M. Kadhafi n'est plus là et les avions de combat étrangers non plus, mais la Libye est loin d'être stabilisée. Deux gouvernements s'opposent — l'un à Tobrouk et l'autre à Tripoli — et l'autoproclamé État islamique (EI) a profité du conflit et du chaos qui règne désormais dans le pays pour gagner du terrain. Les puissances étrangères s'inquiètent de l'avancée de ce mouvement dans cet État riche en pétrole. Le secrétaire d'État américain a beau exclure toute nouvelle intervention militaire, une telle action semble inéluctable.*

*Certains Libyens, obligés de fuir l'EI ou vivant sous son joug, commencent eux-mêmes à **considérer** une intervention étrangère comme étant la seule solution.*

*Abdelkader Abderrahmane, chercheur indépendant en géopolitique et spécialiste en sécurité africaine, analyse les dangereuses répercussions qu'aurait selon lui une telle intervention sur le continent.*

Plus de cinq ans après le déclenchement du printemps arabe en Tunisie, l'histoire est sur le point de se répéter. Malgré les déclarations de certains dirigeants comme le ministre des Affaires étrangères italien Paolo Gentiloni, qui a affirmé que son pays n'interviendrait pas en Libye sans qu'un gouvernement d'union nationale lui en fasse la demande, les puissances occidentales recommandent vivement la création d'un tel gouvernement et se préparent discrètement à entrer en jeu. Mais elles devraient y réfléchir à deux fois : une nouvelle intervention aurait de graves conséquences pour l'Afrique, qui subit déjà le fléau de la radicalisation islamiste.

Avec plusieurs milliards de dollars et une force de 52 000 à 275 000 combattants selon les estimations, l'EI a suffisamment de budget et de main-d'œuvre pour solidement s'implanter en Afrique. Au lieu de détruire le mouvement, une intervention militaire risque plutôt de l'engager dans un dangereux combat qui aurait de sérieuses répercussions sur l'ensemble du continent.

S'ils étaient poussés à prendre la fuite, les combattants de l'EI — pour ne pas parler des autres groupes présents dans le sud de la Libye comme Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) — n'auraient aucun mal à traverser les frontières poreuses du Sahel et du Maghreb pour se réfugier plus au sud.

### **Un mouvement qui pourrait faire tache d'huile**

Selon les services de renseignement, 30 000 combattants étrangers ont rejoint les rangs de l'EI, dont 5 000 à 7 000 en Libye. Chassés de ce pays, ces hommes rentreraient probablement dans leur pays d'origine ou trouveraient un autre lieu où faire valoir leurs nouvelles armes et munitions et leur expertise en matière de combat.

La population locale n'est pas insensible à l'attrait de l'EI : en janvier, l'Algérie a arrêté quelque 300 Marocains qui essayaient d'entrer en Libye. Ils étaient soupçonnés de vouloir rejoindre les 1 500 Marocains déjà membres du mouvement.

Une fois hors de Libye, l'EI pourrait nouer des liens plus étroits avec d'autres mouvements extrémistes qui se multiplient en Afrique, comme Al-Shabab, Ansar Dine, le Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Boko Haram. Scénario pire encore (et plus probable) que l'union : ces mouvements risquent de ne pas passer outre à leurs différends et d'entrer dans un jeu morbide à qui versera le plus de sang.

Ces mouvements ont déjà fait de nombreuses victimes en Afrique : AQMI et le mouvement affilié Al-Mourabitoun ont revendiqué l'attentat qui a fait au moins 30 morts dans un hôtel de Ouagadougou (Burkina Faso) au mois de janvier ; Ansar Dine serait à l'origine de l'attaque qui a tué cinq agents de maintien de la paix des Nations Unies en février dans le nord du Mali ; Al-Shabab a fait 14 morts parmi des civils dans un attentat dans un hôtel de Mogadiscio ce même mois ; et AQMI a de nouveau frappé mi-mars, faisant au moins 16 morts sur une plage de Côte d'Ivoire.

Et ce ne sont pas les seuls exemples d'actes extrémistes islamistes dans la région.

Mais c'est la Tunisie, avec ses 500 kilomètres de frontière qu'elle partage avec la Libye, qui serait la première à pâtir des dangereuses conséquences de la fuite des extrémistes.

L'attrait du terrorisme dans cette démocratie naissante et vulnérable inquiète déjà depuis un certain temps — l'EI compterait 3 000 Tunisiens dans ses rangs. Les forces de sécurité tunisiennes ont tué au moins 36 combattants le 7 mars dans un affrontement qui a également fait plusieurs victimes civiles après une incursion de l'EI dans la ville de Ben Gardane, dans l'est de la Tunisie.

Selon les autorités tunisiennes, les auteurs des deux attaques les plus meurtrières de 2015 avaient suivi un entraînement de l'EI en Libye. L'attentat du musée national du Bardo à Tunis a fait 21 morts. C'était l'attentat le plus meurtrier perpétré en Tunisie depuis le printemps arabe. Peu après, en juin 2015, ce record a été battu lors d'une fusillade qui a fait 38 morts dans la station balnéaire de Port El-Kantaoui.

Si les puissances étrangères passent à l'acte, ce ne sont pas seulement les combattants actuels que doit craindre l'Afrique. Une intervention étrangère en Libye révolterait sans aucun doute de nombreux Libyens, qui apporteraient alors leur soutien à l'EI, sans parler des ressortissants d'autres pays hostiles à l'ingérence occidentale. Une telle décision donnerait également à l'EI une excuse pour appeler à de nouveaux attentats comme ceux de Paris ou Bruxelles, menés par quelques individus indétectables.

Il ne faut pas oublier qu'une intervention entraînerait probablement de nouveaux déplacements de masse. Les combats et les bombardements conduiraient des centaines de milliers de Libyens à se réfugier en Tunisie, dans d'autres pays voisins et finalement en Europe.

### **L'échec des pourparlers de paix**

La simple évocation d'une intervention militaire est la preuve de l'échec des pourparlers de paix entre les camps rivaux en Libye.

En décembre dernier, des représentants des deux gouvernements ont [accepté](#) de former un gouvernement d'union nationale dans le cadre de négociations menées sous l'égide des Nations Unies à Skhirat (Maroc).

Mais les signataires ont agi sous la pression d'acteurs étrangers et les membres des deux camps ont rejeté l'accord d'entrée de jeu.

Jusqu'à présent, le gouvernement d'union nationale n'existe que de nom. Le 25 mars, les autorités installées à Tripoli ont déclaré un « état d'urgence maximal » après l'annonce par le gouvernement « d'union nationale » de sa volonté de s'y installer pour commencer son travail.

La France fait partie des États qui font pression en faveur de l'union et d'une éventuelle intervention (l'accord de Skhirat stipule qu'aucune intervention étrangère ne peut avoir lieu sans l'accord de la Libye).

Ses raisons sont multiples : le Quai d'Orsay se sent peut-être responsable pour sa participation zélée à l'intervention militaire de 2011 et pour le chaos qui s'en est suivi.

En outre, une intervention française en Libye renforcerait sa position politique et militaire au Sahel et au Maghreb. Bien que la France, comme d'autres pays occidentaux, déclare avoir pour seul dessein l'affaiblissement de l'EI, il va sans dire que son intervention peut faire partie d'une stratégie régionale à plus long terme.

Les ambitions de la France en Libye ne sont pas nouvelles. Dès septembre 2014, le ministre de la Défense français Jean-Yves Le Drian a commencé à faire pression en faveur d'une intervention : « nous devons agir en Libye et mobiliser la communauté internationale », avait-il dit.

Les attentats de Paris ont sans doute renforcé la résolution de la France à lutter contre le terrorisme, mais l'émotion d'une capitale blessée n'est pas une raison suffisante pour mettre encore plus en péril la vie des civils en Libye.

### **Ce n'est pas parce que nous avons un marteau que tout problème est un clou**

Les civils libyens sont dans une position difficile, coincés entre de dangereux belligérants, mais une intervention militaire ne mettra pas fin à leurs ennuis.

Un commentaire fait par le président américain Barack Obama en 2014 pour expliquer pourquoi l'option militaire ne devrait être appliquée qu'en dernier ressort est approprié ici : « Ce n'est pas parce que nous avons le meilleur des marteaux que tout problème est un clou », avait-il dit à l'époque.

Il est essentiel de se rappeler que c'est avec un peu de force militaire et beaucoup de volonté politique qu'on gagne des guerres. Or, de Tripoli à Tobrouk, les Libyens sont résolument opposés à toute intervention militaire étrangère. Tripoli a même déclaré qu'elle se battrait contre.

Il existe d'autres solutions. La Libye a besoin d'un projet politique à long terme, passant par un dialogue ouvert entre les principales parties prenantes libyennes, qui doivent mettre de côté leurs propres intérêts et leurs visées politiques. La recherche de solutions aux problèmes de la Libye doit se faire dans un cadre juridique international respectant la souveraineté du pays.

En janvier, l'Union africaine a réuni le groupe de contact international pour la Libye à Addis Abeba dans le but d'aider les Libyens à parvenir à la paix. Lors de cette rencontre, le représentant spécial des Nations Unies pour la Libye, Martin Kobler, a dit que le groupe était « non seulement la preuve de l'importance donnée par l'Union africaine à la paix et à la sécurité sur le continent, mais aussi de sa coopération avec les Nations Unies en la matière. »

Ses mots doivent maintenant se traduire en actes. Après l'échec de l'OTAN en Libye en 2011, il est indispensable que les partenaires internationaux de l'Union africaine écoutent sincèrement et prennent en compte ses opinions dans toute leur importance régionale. La Libye est l'occasion idéale de montrer la valeur de l'Union africaine et des Africains aux yeux du reste du monde.

<http://www.irinnews.org/fr/>

## Mali

### **Mali : Terrorisme en Afrique de l'ouest : Comment le logisticien des attentats d'Ouagadougou et de Bassam a été arrêté au Mali**

29 mars 2016



Les forces de sécurité en direction de Grand Bassam à Abidjan, le 13 mars 2016. © REUTERS/Joe Penney

**Pour un enquêteur malien, on est en train de mettre “la main sur le noyau dur d’une cellule sous-régionale du terrorisme. Nous avons visiblement affaire au même groupe qui a fait mener des attaques à Bamako, Ouagadougou et à Grand-Bassam“. Cette déclaration fait suite à l’arrestation de deux suspects vendredi et samedi 26 mars dans deux opérations distinctes à Gossi et à Goundam.**

Deux suspects clé ont été arrêtés, vendredi et samedi 26 mars dans deux opérations distinctes, dans le Nord du Mali, en relation avec les récentes attaques terroristes de Grand-Bassam, en Côte d’Ivoire, il y a deux semaines. Le nommé Ibrahim Ould Mohamed a été arrêté près de Tombouctou, alors que Mydi Ag Sodack Diko a été interpellé au sud de la ville de Gao.

Pour les enquêteurs, les deux personnes désormais transférées à Bamako, sont impliquées dans les attaques du 13 mars dernier contre la station balnéaire ivoirienne de Grand-Bassam. “Ces hommes sont au cœur du réseau qui a commis les attentats. Ils seront une mine d’information”, joint par RFI, le ministre de l’Intérieur et de la Sécurité ivoirien se réjouit de ces deux interpellations. “On devrait savoir comment les terroristes ont agi, où ils ont mangé, dormi... Ces arrestations sont une avancée importante pour l’enquête”, a déclaré Hamed Bakayoko.

Le premier suspect, Mydi Ag Sodack Diko, a été arrêté, ce samedi, au sud de Gao,

plus précisément, dans la localité de Gossi. De nationalité malienne, il a, selon les premiers éléments de l'enquête, "activement participé à l'attaque de Grand-Bassam" en Côte d'Ivoire, notamment en assurant la logistique. Son domicile, à Abidjan, aurait par ailleurs servi à loger les assaillants, notamment le cerveau de l'opération. Peu après l'attaque, ce suspect aurait pris un avion à Abidjan, direction Bamako, avant de se diriger vers le Nord du Mali où il vient d'être arrêté.

La deuxième arrestation est intervenue cette fois à quelque 80 km de Tombouctou, plus précisément dans la localité de Goundam, dans la nuit de vendredi à samedi. Ibrahim Ould Mohamed est également Malien. Selon un enquêteur, il a donné des informations précieuses et son téléphone, un numéro facile à retenir, a parlé. Comme le premier arrêté, il serait très proche et même le chauffeur et bras droit de Kounta Dallah présenté, par les forces de sécurité ivoiriennes, comme le cerveau des attaques du 13 mars dernier qui ont fait 19 morts et une trentaine de blessés, à Grand-Bassam.

### **Le précieux répertoire d'un téléphone portable**

C'est notamment un téléphone abandonné par le commando qui a attaqué la station balnéaire de Grand-Bassam en Côte d'Ivoire, qui a conduit les enquêteurs au nord de Mali. Dans l'appareil, un précieux répertoire dont des numéros ont tout de suite été mis sur écoute. Ainsi, une, puis au moins deux personnes ont été localisées dans le Nord du Mali.

Les forces de sécurités locales, avec un appui extérieur, ont filé les individus. Arrêtés, les deux suspects de nationalité malienne ont été transférés à Bamako. Une source au cœur de l'enquête est formelle : "On met là la main sur le noyau dur d'une [cellule Ndlr] sous-régionale du terrorisme. Nous avons visiblement affaire au même groupe qui a fait mener des attaques à Bamako, Ouagadougou et à Grand Bassam".

Dans le cadre de l'enquête de l'attentat à Grand-Bassam, quinze personnes ont été arrêtées alors que le principal suspect, Kounta Dallah, est toujours en fuite. A Bamako ou à Abidjan, on compte sur la coopération entre les services de sécurité des deux pays pour l'appréhender. "Nous ne sommes plus très loin de démanteler tout le réseau de l'attaque de Grand-Bassam, mais aussi ceux de Ouagadougou et de Bamako. Tous ces attentats sont le fait de réseaux interconnectés", a déclaré Hamed Bakayoko, le ministre de l'Intérieur ivoirien.

<http://maliactu.net/>

## Nigeria

### SHOULD BOKO HARAM CONSCRIPTS BE GRANTED



The [Coalition for Women Advancement in Africa \(COWAA\)](#) has advocated that those who were forcibly conscripted into the Boko Haram group, be granted amnesty by the government. COWAA, which is primarily a group of northern women, believes that pardoning the Boko Haram members will go a long way in depopulating the terrorist group and restoring peace in the northern region of the country.

COWAA's announcement was made just a few days after a video of the Boko Haram leader, Ibrahim Shekau, went viral. According to the [Vanguard Newspaper](#), the group said it carried out forensic analyses on the video and could "authoritatively confirm" that it is true that Shekau was calling on his team mates to admit defeat.

Admittedly, unlike their parent body (ISIS), not all Boko Haram members wilfully joined the north based terrorist group. Some of its members were kidnapped then forced to do the biddings of their abductors. Such was the case of [Onyebuchi Romanus](#), a 34-year-old business man, who was kidnapped in Jos and taken to Adamawa for 'training.' Although Boko Haram could be blamed for their deadly activities, which include abductions and bomb blasts which has led to the death of thousands and loss of property, it is the complexity of its membership that may stall the fury of Nigerians against them.

COWAA is not the first group to advocate amnesty for the terrorist group. In 2014, the former Nigerian president, [Goodluck Jonathan](#) declared amnesty for certain members of the Boko Haram sect and declared that he had re-integration programmes in the works for when they are ready to say goodbye to their old lifestyle.



For those that question why ‘members’ of such a deadly group could be considered for amnesty in the first place, it may be important to cast our minds back to the days of militancy in the Niger Delta region of Nigeria. Between 2004 and 2013, the Movement for the Emancipation of the Niger Delta (MEND), which started off as what could be described as a vigilante group, quickly became involved in sabotage, theft, kidnapping and property destruction. A key part of their activities was kidnapping and killing foreign nationals and extortion, under the guise of ransom payments. However, with all their harmful acts, they were granted amnesty by Umaru Musa Yar’adua who offered cash payments to militants that were willing to surrender. That seemed to quell the insurgency in the oil rich Niger Delta and since 2013, not much has been heard about militancy in the area since.

With this in mind, amnesty could be an option to consider by the Nigerian government in order to put an end to insurgency in the country.

<http://venturesafrica.com/should-the-boko-haram-be-granted-amnesty/>

## Somalia

### Somalia: Reasons why Puntland should confront a resurgent Al Shabaab threat [Analysis]

16.03.2016



**GAROWE ONLINE - ANALYSIS**| Boatloads of Al Shabab fighters arrived in the Indian Ocean town of Garacad on Monday afternoon, marking a serious terror escalation in a more stable region in northeastern Somalia. Puntland government has not so far taken concrete steps to address the fresh concerns gripping coastal communities, except for threats made by Security Minister on Tuesday.

Al Shabaab militants are merely fugitives, and are trying to take refuge in rough hideouts surrounding Golis Mountain Ranges, where Puntland has battled Al Shabaab in sporadic clashes since mid-2010. Now, Puntland has a reason to remain alarmed in face of terror seeking to put progress secured in various fronts for over a decade in jeopardy.

UN-backed Somali National Army (SNA) and peacekeepers serving with the African Union Mission in Somalia (AMISOM) have both seemingly proved quite successful in recapturing large chunk of territories spanning across central and southern Somalia. However, the war is far from over in light of broad daylight attacks in volatile Mogadishu. It is easy for Mogadishu-based Federal Government to secure more ground, but neutralizing sleeping cells as well as dismantling deeply embedded terror infrastructures are all far daunting tasks in liberated areas.

In Puntland, almost every analyst points to massive intelligence failures besetting the administration of President Abdiweli Mohamed Ali. Ali was sworn into office in early 2014, ever since, his government has been grappling with an array of challenges—with threats posed by Al Shabaab looming larger than expected.

In October, 2015, radical preacher and notorious ideologue Abdulkadir Mumin--who has served in Al Shabaab brass for years--defected with a group of confidants, and pledged allegiance to the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL). The news has not come as a surprise as bitter dissension has been continuing to split Al Shabaab terror group into two factions since July, 2015.

Puntland Security Minister, Abdi Hirsi Ali (Qarjab) was quick in saying, 'clandestine networks' have sponsored Al Shabaab activities. Who are these networks? Of course, today on March 15, he has pointed accusing fingers at Somalia's Federal Government (SFG) for bankrolling Al Shabaab against Puntland, due to the latter's objection to a new electoral proposal that may hand President Hassan Sheikh Mohamud another term in office over the next four years by year end.

Well-placed sources within Puntland Government tell Garowe Online that a private discussion brought together top Damul Jadiid [ the New Blood that President Hassan Sheikh Mohamud belongs to ] official, Farah Sheikh Abdulkadir, presidential aides and Galmudug President, Abdikarin Hussein Gulled.

"The meeting focused on how the trio could weigh in on chilling sabotages which can put Puntland's influence on shaky ground before national elections," the source told GO, asking to remain anonymous due to the sensitivity of the matter. "They might engage in filthy deals to use Al Shabaab as a tool for their interests, so that Villa Somalia can propose a term extension or it may aggressively adhere to 4.5 on account of nation-wide Al Shabaab crisis."

Qarjab meanwhile believes that Al Shabaab is facing funding slash by Al Qaeda, prompting vulnerability to severe cash crunch and loss of recruitment sources owing to leadership wrangle following the death of Ahmed Godane. Pro-ISIL faction and Al Shabaab fighters tracking—the former deserters—clashed in Timirsheon Dec. 24. This small village is roughly about 150km south of Bossaso port city, the state's most populous city where militants killed high-ranking officials including Bari regional police commander in the summer of 2014.

Mounting Al Shabaab pressure forced Mumin to make a plea for arms consignment to be transferred through smugglers from Daesh militants in lawless Yemen, a country sharing key maritime border with Puntland. Mumin is based in Hul Anod, a former pirate enclave and a high point overlooking the Indian Ocean.

On Tuesday, Al Shabaab preacher delivered sermons in the village of Garmaal which lies 80km away from historic Eyl coastal town. He told villagers—mainly fishermen—that they are peaceful force seeking to utter in religious duty.

The Al Shabaab gunmen estimated to be 170 sometime mingled with locals, and may be heading towards Hul Anod, the permanent base of IS sympathizers.

Puntland had already downplayed how much terror the militants can perpetrate. The State needs to overhaul priorities and redefine who's fighting whom? Now that Puntland should stop the advance of Al Shabaab and ISIL.

<http://www.garoweonline.com/>

### **MAJED NEHMÉ, DIRECTEUR DU MAGAZINE AFRIQUE-ASIE, À L'EXPRESSION: "Les Européens ont courtisé les djihadistes"**

Jeudi 24 Mars 2016 00:00



Dans cet entretien, Majed Nehmé analyse les derniers attentats barbares qui ont en-deuillé la capitale belge et européenne Bruxelles. Sans concession, le directeur d'Afrique-Asie pointe du doigt la réaction des autorités françaises et belges à ce fléau qu'il trouve plus médiatique que sécuritaire, encore qu'une réponse strictement sécuritaire au terrorisme risque de mener au pire, avertit-il.

**L'Expression: Les attentats d'avant-hier, à Bruxelles, sont une réponse directe à la surmédiatisation de l'arrestation de Salah Abdeslam et de ses deux complices. Partagez-vous cette lecture?**

**Majed Nehmé:** Le triomphalisme indécent des médias est certes un facteur, parmi d'autres, qui a poussé ces terroristes à passer à l'action. Mais cela n'explique pas tout. Se sentant cernés et traqués, ils ont préféré se faire hara-kiri en tuant le maximum de personnes. C'est plutôt le signe du désespoir que le résultat d'une stratégie mûrement réfléchie. Les médias - et aussi les services de sécurité et les magistrats proches de l'enquête, en distillant des informations plus ou moins précises sur l'identité des acteurs des attentats du 13 novembre 2015 à Paris, ont poussé ces fugitifs à agir précipitamment et aveuglément et à mettre en application une stratégie mûrement réfléchie.

**L'organisation de pareils attentats suppose une grande capacité logistique, un savoir-faire, une longue préparation et éventuellement des complicités. C'est quand même intrigant que cette chaîne ne soit pas encore brisée quatre mois après les attaques du 13 novembre à Paris. On a pourtant vu une très forte mo-**

### **bilisation des services de sécurité en France et en Belgique notamment.**

Cette mobilisation a été, en réalité, jusqu'ici, plus médiatique que sécuritaire. Elle a été décrétée très tardivement. Le fait d'engager des militaires dans cette mobilisation (vigipirate) est destiné plutôt à produire un effet psychologique pour rassurer l'opinion publique que pour prévenir des actes terroristes qui étaient pourtant prévisibles. Le fiasco actuel est aussi le résultat d'un aveuglement idéologique et politique d'une élite dirigeante obnubilée par le politiquement correct.

Trop longtemps, les responsables politiques européens avaient sous-estimé les possibles retombées de leur interventionnisme criminel en Libye d'abord, et en Syrie ensuite, sur leur propre sécurité. Pourtant, certains hommes politiques clairvoyants et certains responsables des services de sécurité avaient dès 2011 tiré la sonnette d'alarme, mais ils n'ont pas été écoutés. A cela, il faudra ajouter la gestion calamiteuse de ces risques, que ce soit en France ou en Belgique par les gouvernements successifs en place dans les deux pays.

Le Belge Bernard Snoeck, ancien membre du service général du renseignement et de la sécurité (Sgrs), spécialiste du contre-espionnage opérationnel (fin de la Guerre froide) et du contre-terrorisme (années 2000), a publié au lendemain de ces attentats un réquisitoire sans appel contre les politiciens belges qui n'avaient pas vu venir, ou n'ont pas voulu voir venir la montée de la menace djihadiste en Belgique et ailleurs.

Dans ce réquisitoire, il écrit: «Avec colère, suite aux événements du 22 mars 2016, j'accuse la Belgique d'avoir été attentiste depuis des années et de n'avoir jamais donné les moyens aux services de renseignement de faire leur travail professionnellement, pour tenter de prévenir ce genre d'attaques.» Outre le manque de moyens financiers alloués à la lutte contre le terrorisme et la mouvance djihadiste, Bernard Snoeck se plaint de l'absence de coopération des hommes politiques avec les services de renseignement et de lutte antiterroriste. Le même constat s'applique à la France.

### **Les éléments qui ont commis ces attentats, ont bénéficié d'une déconcertante liberté de voyager dans des foyers de tension comme la Syrie. N'est-ce pas là un laxisme des services de renseignement?**

C'est certes un laxisme coupable, un aveuglement politique et une déficience criante des services de sécurité. Mais c'est avant tout un fiasco politique. J'irais même jusqu'à dire qu'il y avait là une certaine complicité objective, voire déclarée avec cette mouvance terroriste.

Toute la stratégie européenne et américaine concernant la Syrie était basée sur un pari stupide: le régime syrien va tomber, comme ce fut le cas en Tunisie, en Libye, en Egypte, en quelques mois! Pour accélérer cette «chute», ils ont armé l'opposition «modérée» mais qui était en fait contrôlée dès le départ par les Frères musulmans et les groupes extrémistes affiliés à Al-Qaïda.

L'ancien ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, avait même déclaré depuis le Maroc, en décembre 2012, que «le Front d'Al-Nosra (filiale d'Al-Qaïda) fait du bon travail sur le terrain». (Sic!) Ils ont fermé les yeux sur le départ massif des candidats djihadistes européens vers la Syrie, dans l'espoir secret de se

débarrasser à la fois d'eux et du régime d'Al-Assad. L'ancien Premier ministre de Sarkozy, François Fillon, l'avait publiquement avoué.

On pensait, avouait-il, que le régime n'avait que quelques mois de survie. On aurait dû arrêter cette opération très tôt, quand on a compris la résilience du régime, mais on a persévéré dans l'erreur. Outre le fait que le régime syrien disposait d'une armée idéologique et bien aguerrie, il était aussi soutenu par des alliés de poids, notamment la Russie, la Chine, l'Iran et le Hezbollah. Le régime est resté debout alors que ceux des djihadistes européens qui n'ont pas été tués, retournaient exercer leur expertise au coeur de l'Europe...

**Peut-on parler aujourd'hui d'un foyer djihadiste marocain en Belgique, sachant que la grande majorité des terroristes abattus, arrêtés ou recherchés est d'origine marocaine?**

Tout à fait, mais pas seulement en Belgique. L'attentat de 2004 à Madrid a été le fait de terroristes marocains affiliés à Al-Qaïda. La présence de cellules dormantes animées par des terroristes belges d'origine marocaine est connue des services de sécurité qui n'avaient rien fait pour les désarmer ou les arrêter. Il faut noter également le passé de petits délinquants de ces terroristes qui se disent aujourd'hui membres de Daesh. Faut-il signaler que le contingent de «djihadistes» marocains en Syrie est évalué à 3000 combattants, juste après le contingent tunisien dont le nombre est estimé, selon le ministère tunisien de l'Intérieur, à 4000! Les deux pays faisaient partie des «Amis de la Syrie» qui avaient dès le départ juré, grâce à l'argent des monarchies du Golfe, de casser la Syrie. Ce n'est que très tardivement qu'ils ont abandonné ce «club» qui comprenait une centaine de pays, et qui n'a plus aujourd'hui qu'une existence symbolique.

**Ces attentats auront de graves et douloureuses conséquences pour les ressortissants maghrébins en France et en Belgique qui vont encore subir des actes de racisme et de xénophobie. Que diriez-vous à propos de ces sombres perspectives?**

Je le crains. Je dirais même que c'est déjà le cas surtout avec la montée inquiétante des mouvements de l'extrême droite dans toute l'Europe. Mais parallèlement, il y a heureusement des forces progressistes qui refusent de tels amalgames et critiquent plutôt la politique myope et servile de leurs gouvernements qui s'étaient alliés pour des raisons purement mercantiles avec les régimes théocrates et moyenâgeux du Golfe et qui sont à l'origine de cette idéologie mortifère. Il y aura aussi des conséquences néfastes pour l'ensemble de la population et pas seulement pour les musulmans: pour les libertés publiques et individuelles. Comme on vient de le voir avec la proclamation de l'état d'urgence. Heureusement que la résistance à l'inscription dans la Constitution de la déchéance de nationalité pour les binationaux a fait échouer ce projet qui ne vise en fin de compte que les musulmans. Cela étant, les musulmans de France, tout en refusant tout amalgame entre islam, intolérance et radicalisation, sont appelés à promouvoir un islam des lumières: tolérant, ouvert à la modernité et rejetant toute compromission avec l'idéologie wahhabite contraire aux vraies valeurs de l'islam. La France est bien placée pour être à l'avant-garde de ce travail de rénovation, de l'«ijtihad», dans l'islam pour ne pas laisser ce monopole à des prédicateurs ignares.

**De nombreux analystes estiment que ces attaques constitueront un alibi impaire pour s'attaquer au foyer de Daesh... une intervention militaire en Libye?**

Une intervention massive du genre de celle qui a eu lieu en 2011 sous le commandement de l'Otan n'est pas à l'ordre du jour. Il n'y a ni des volontaires, et encore moins des moyens. Tout le monde sait à quel point cette intervention a été catastrophique, non seulement pour les Libyens eux-mêmes mais pour la sécurité régionale et internationale. La guerre du Mali a été en grande partie la conséquence de cette expédition coloniale. La nébuleuse terroriste dans le Sahel et dans l'ensemble de l'Afrique occidentale et centrale se développe à la faveur de l'effondrement de la Jamahiriya. Aujourd'hui, la Libye est un pays éclaté. Le vide créé par la chute provoquée par l'Otan et ses supplétifs du Golfe et de la Turquie est rempli non seulement par Daesh mais par une myriade de bandes armées, milices, et par le grand banditisme. Seuls les Libyens sont à même de recoller les morceaux à condition de s'engager, comme les appelle la diplomatie algérienne, à une véritable réconciliation nationale sans exclusive aucune. Cette vision est officiellement partagée par la communauté internationale, même si certains acteurs régionaux continuent à jeter de l'huile sur le feu (Emirats arabes unis, le Qatar, la Turquie, le Soudan...).

Les Occidentaux, tout en adhérant à cette vision algérienne, continuent malheureusement à mener des opérations clandestines ponctuelles qui ne régleront rien. Finalement, pour arrêter la menace daeshiste, les pays occidentaux doivent renouer les relations avec la Syrie, l'aider à s'en débarrasser et travailler de concert avec la Russie qui est autant menacée par Daesh que l'Europe.

**De l'Europe économique, à l'Europe politique, ces attentats ne vont-ils pas «secréter» une Europe sécuritaire? En d'autres termes, comment entrevoyez-vous la suite des événements?**

Je pense que les Européens sont tentés d'apporter une mauvaise réponse sécuritaire à une menace certes, réelle, mais qui ne sera pas réduite en rognant sur les libertés. Liberté et sécurité doivent aller de pair.

Les Etats-Unis l'ont fait après le 11-Septembre avec le PatrioticAct qu'Obama vient, heureusement, de remplacer par le FreedomAct. Limiter les libertés équivaut à une reddition face au terrorisme. La lutte contre le terrorisme est multidimensionnelle et ne pourrait se réduire à des mesures sécuritaires brutales. Parallèlement au renseignement, à la prévention, le combat devrait comprendre des volets économiques, sociaux et culturels. Et surtout réduire l'incendie syrien, libyen, yéménite et irakien en mettant les pyromanes du Golfe devant leurs responsabilités et en encourageant partout les processus de négociation et de réconciliation nationale. Car, il faudra être implacable contre le terrorisme, mais tout autant implacable contre les raisons du terrorisme. On en est encore loin.

<http://www.lexpressiondz.com/>

## **Analysis: What a horrific week of terrorism tells us about the world**

March 29, 2016



Photo: K.M. Chaudary, STR

### **IMAGE 1 OF 2**

A mother who lost her son in Sunday's suicide bombing of a public park in Lahore, Pakistan, is comforted by other women Monday. Recent attacks in the nation have aimed for "soft targets" like playgrounds and ... more

In the space of a week, extremist terror struck four cities around the world.

On Easter Sunday, a suicide bomber targeted Pakistani Christians congregating in a public park in the city of Lahore. More than 70 people were killed by the blast -- including many Muslims as well -- and a splinter faction of the Pakistani Taliban claimed responsibility. At least 29 children were among the dead.

Two days prior, in the Iraqi city of Iskandariyah, another suicide bomber -- this time in the employ of the Islamic State -- blew himself up among a packed crowd of people who had gathered to watch a local soccer game. Iraqi officials put the death toll at 41 and said dozens more were injured.

A few days before that, assailants linked to the Islamic State detonated explosives in the main airport of Brussels as well as in the Belgian capital's underground metro. At least 31 people were killed and hundreds more were wounded. The assault revived European fears of the jihadist threat in their midst, and deepened angst about the future of the continent's open borders policy.



And on March 19, a suspected Islamic State suicide bomber launched an attack on Istanbul's Istiklal Street, a popular pedestrian thoroughfare usually packed with tourists. Four foreigners were killed.

In the weeks prior, there have been other heinous, gruesome incidents, including an al-Qaida massacre at a beach town in the Ivory Coast and a deadly car-bombing in the heart of the Turkish capital Ankara, carried out by Kurdish separatist militants.

This ugly tapestry of terror stitches together a vast geography of nations that face very different challenges of their own. But there are some common threads that are worth examining.

#### - The deadly reach of the Islamic State

Three of the four attacks in the past week were explicitly carried out by the Islamic State; the other, in Lahore, was the work of militants whose Sunni fundamentalist creed is not that dissimilar from the jihadist organization that still controls swaths of territory in Syria and Iraq.

In its spate of assaults on major world cities over the past half year -- from Paris to Jakarta to Istanbul -- the Islamic State has displayed its willingness to kill and maim wherever it can. That usually means "soft targets," from cafes and nightclubs to teeming transport nodes, crowded with civilians.

This is despite, or perhaps because of, the Islamic State's significant battlefield losses over the past year in Iraq and Syria. As my colleague Liz Sly reported last week, the jihadists are being squeezed on multiple fronts, pinned back by coalition and Russian airstrikes and the advance of Iraqi, Kurdish and Syrian government forces and militias on the ground.

"Their morale is shaken," an Iraqi commander told The Post's Sly. "We listen to them on their communications devices. Their leaders are begging them to fight, but they answer that it is a lost cause. They refuse to obey orders and run away."

But the shifting strategic landscape hasn't curbed the Islamic State's ability to inflict mass casualties, as was seen in the tragic carnage in Iskandariyah.

Indeed, the past week illustrated the ability of the Islamic State's proxies to operate in countries and cities far removed from its front lines. In Belgium, there was evidence of coordinated planning with jihadist operatives in Syria. Yet the roots of their radicalization are not always clear. The Brussels assailants, for example, had ties to criminal networks in the country and were not believed to be particularly devout or ideological.

Where there is terrorism, politics swiftly follows

And while the security challenge posed by this sort of violence is intricate and complex, the political response to acts of terror rarely is. Observe the immediate impact of the Brussels attacks on the U.S. political cycle, where Republican presidential candidates took turns calling for methods -- such as torture and community surveillance that would be tantamount to racial profiling -- that security experts swiftly rebuffed as too heavy-handed and likely counter-productive.

Donald Trump, the Republican front-runner, also offered this rather dubious claim

when it came to resolving Pakistan's internal problems: "Another radical Islamic attack, this time in Pakistan, targeting Christian women & children. At least 67 dead, 400 injured. I alone can solve"

Or consider how the terrorism in Brussels stoked a wider sense of crisis in Europe. The violence fed into already escalating fears over the arrival of an influx of migrants and refugees from the Middle East. That such terrorism is now perhaps "Europe's new normal" sparked a backlash in many countries where far-right, populist political parties are in the ascendancy, campaigning against Muslim immigration and, in some cases, against the very idea of the European Union itself.

In Turkey, the Islamic State has been careful not to publicly take responsibility for its violence -- a move that allows a level of uncertainty to shadow what is already a deeply polarized political landscape. When, for example, suspected Islamic State bombers killed more than 80 people at a leftist, pro-Kurdish rally in Ankara last October, critics of the government accused it of connivance with radical Islamists.

Turkish officials, meanwhile, insist that the Islamic State's terrorism is no different from the violence carried out by secular Kurdish militant groups, a view that isn't entirely shared by Turkey's regional neighbors and allies.

- Governments can do more, but it is impossible to be totally safe

Acts of terrorism take place often in conditions of political instability and where militants can exploit the blindspots of state security agencies. The former is certainly the case in places like Iraq and Pakistan; the latter was true in Belgium, where the tiny nation's dysfunctional governance structure -- shaped by Belgium's linguistic divisions -- is being partially blamed for the lapses in tracking the assailants.

In some cases, the terrorist threat has been readily apparent. As Michael Kugelman, a South Asia expert at the Woodrow Wilson School for International Scholars, observes, the Pakistani state and military has long tacitly tolerated the existence of extremist militant groups in the province of Punjab, where Lahore is the capital. Unlike their counterparts operating along the rugged Afghan border, these outfits have usually focused their animus toward neighboring India.

"Despite the strongholds of anti-India and sectarian extremist groups south of [Lahore], large-scale terror attacks had largely subsided," he writes. "Part of the reason could be the informal agreements many observers suspect that the state has made with these outfits: effectively, we won't target you if you don't target Punjab."

But such an understanding is dangerous.

"Sunday's bomb blast reinforces the view in Lahore that complacency is a luxury residents cannot afford," Kugelman concludes. "In the short term, more attacks could be forthcoming."

There's a similar logic in Turkey, which is reeling from the spillover effects of the Syrian conflict next door.

"The question, unfortunately, is not if there will be a terror attack again, but when the next attack will be," Soner Cagaptay of the Washington Institute for Near East Policy, told The Washington Post after the March 19 bombing in Istanbul. "To me, this looks like Turkey walking slow motion into disaster."

- The reach and limits of solidarity

Parallel to the chaos sown by the terrorists are the grating meta-narratives of the media. There's now a familiar refrain after major terrorist attacks in the West: on social media, memes first proliferate displaying sympathy and unity with the victims. We are asked to #prayforparis or #Brussels. Some make use of a Facebook widget and affix a translucent French or Belgian flag atop their profile image.

Soon, others follow pointing out the double standards of our solidarity. Why isn't this level of compassion afforded to victims further east, where terrorists exact a far greater toll? Why does a life in the West seem to have more value than another elsewhere?

"U.S. media outlets love to dramatize and endlessly highlight Western victims of violence, while rendering almost completely invisible the victims of their own side's violence," writes the Intercept's Glenn Greenwald, who goes on to argue that this discrepancy helps obscure the costs of U.S. wars and blunders overseas.

(This is not simply a problem of the media. The U.S. government decided to fly flags at half-mast after the Brussels attacks; it's hard to imagine it doing the same after blasts in Pakistan.)

Others though are less sanguine. It's not that the Western media isn't covering violence elsewhere (it often is), it's that it's not necessarily amplified on your own Facebook timeline, as one foreign correspondent noted when panning the "myopic complaints" about media bias.

And at a certain point, these complaints show a lack of respect to the dead.

"It is a bleak tit-for-tat game of dehumanization - with a flawed logic to make a point about the seniority of white deaths in a world where Islamic State kills far more Arabs every day," notes British-Sudanese journalist Nesrine Malik. "And one ends up guilty of the same crime - victimhood denial. The 'whatabouter' who asks these questions is a not too distant cousin of the racist and the xenophobe, who sees the slaughter and uses it to make a point about immigration."

<http://www.houstonchronicle.com/>

## Belgium

### De Paris à Bruxelles, l'armée "professionnelle" de Daech



Les soldats de Daech. (Mehdi Benyazzar/L'Obs)

*Etudiants ou recruteurs, petites frappes ou braqueurs récemment radicalisés, les auteurs des attentats appartenaient à des réseaux structurés. Enquête sur ces commandos souterrains mobilisés pour frapper l'Europe.*

[31 mars 2016 à 06h54](#)

Ces deux-là n'auraient jamais dû se rencontrer. Et encore moins mourir ensemble en semant la mort et l'effroi autour d'eux. Najim Laachraoui et Ibrahim El Bakraoui, le petit au visage fin, presque émâcié, et le costaud à la bouille ronde et aux épaules de déménageur, sont les deux kamikazes que l'on voit marcher, sur les images floues d'une caméra de vidéosurveillance de l'aéroport de Zaventem (Bruxelles), d'un pas tranquille, vers leur mort. Deux soldats autoproclamés de l'Etat islamique.

Vêtus d'un même uniforme – pull noir, pantalon beige, gant sombre porté à la main gauche pour dissimuler le détonateur – ils poussent leurs valises bourrées d'explosifs. Le délinquant et l'ancien élève des meilleures institutions catholiques de Bruxelles n'auraient jamais dû se croiser. Leurs trajectoires, si différentes, se sont pourtant confondues pour donner lieu au plus grand carnage qu'ait connu la Belgique. Chaque attentat et chaque vague d'interpellations mettent en lumière des profils de combattants de l'Etat islamique aussi hétéroclites que ceux des kamikazes de Bruxelles.

La nébuleuse franco-belge

Un simple coup d'œil au trombinoscope géant établi par la DGSI (Direction générale de la Sécurité intérieure) pour recenser les quelque 700 Français et la centaine de Belges partis combattre en Syrie ou soupçonnés de radicalisation permet de voir la grande diversité des recrues de Daech. D'anciens délinquants, reconvertis à la cause islamiste. Des étudiants brillants, dont personne ne pourra jamais expliquer le départ

vers la Syrie et les actes barbares commis ici ou là-bas. Des jeunes violents et déstructurés, à la limite de la folie. Des convertis, des musulmans, des Belges et des Français d'origine européenne, africaine, asiatique...

Il est de moins en moins question de loups solitaires, agissant sans avoir jamais reçu aucun ordre. Le démantèlement de plusieurs cellules, et notamment celui de la nébuleuse franco-belge responsable des attentats du 13 novembre 2015 à Paris et du 22 mars dernier à Bruxelles, montre que chaque réseau est organisé autour d'un mentor, d'un commandant, d'un artificier, avec l'aide de financiers et d'hommes de main. Selon l'analyse d'un responsable du renseignement français :

*"Nous avons face à nous aujourd'hui une armée qui fonctionne de façon professionnelle, ou presque. Quand ils veulent passer à l'action, ils ont également la capacité de se fondre dans la masse, de se dissimuler... ce qui les rend très difficiles à intercepter. L'autre difficulté provient du nombre de volontaires prêts à venir commettre un attentat dans une zone francophone, leur cible privilégiée..."*

<http://tempsreel.nouvelobs.com/>

## **Analysis: Brussels attacks are a warning to plan for the worst**

22 MAR 2016



Photo: Armed members of the German police patrol an area at the airport in Duesseldorf, Germany, 22 March 2016. German federal police have stepped up their security measures following the terror attacks in Brussels, Belgium, that left many people dead and injured. EPA/MONIKA SKOLIMOWSKA

**The Belgian attacks show that Islamic State is under pressure but extremely flexible. The effectiveness of their sleeper cell model, combined with excellent propaganda, means that all countries need to be on high alert. And yes, that includes South Africa. By JASMINE OPPERMAN.**

Early on 22 March 2016, co-ordinated explosions rocked the Belgian capital of Brussels: two at Zaventem Airport and another at a metro station in the centre of the city, near European Union buildings. So far, about 34 people have died, and more than 100 have been reported injured. Islamic State (IS) has claimed responsibility for the attacks.

It's tempting to see these attacks as merely a knee-jerk response from the Islamist group to the arrest last week of Salah Abdelslam, one of the November 2015 Paris attackers who had been on the run since then. There's a lot more going on than that, however.

Under interrogation, Abdeslam admitted to Belgian police that he was “ready to do something in Brussels”. After finding many weapons, including heavy weapons, investigators believed that Abdeslam's confession was true and that the Paris attacker was indeed on the verge of undertaking a terrorist operation in Brussels. Furthermore, they found a new network around Abdeslam in Brussels.

This information, revealed a few days prior to the Brussels attacks, evolved from theory to reality as three explosions rocked the Belgian capital. Given Abdeslam's revelations and police reports of a new jihadist cell around him, it is more than likely that the Brussels explosions were undertaken by this new cell centred on Abdeslam. During the week preceding the attacks, the Belgian police managed to arrest and kill some of those jihadists (in operations in Molenbeek and Forest). Tragically, it wasn't enough.

This ability to react with flexibility and ferocity in equal measure is a signature of IS as a terrorist organisation. It has established sleeper cells in foreign cities, which allows the group to activate and execute attacks as deemed necessary by the central leadership. The sophistication and training of these sleeper cells often surpasses the ability of western intelligence to find them or prevent attacks, as evidenced by the twin Brussels blasts.

In the wider picture, the Brussels attacks are not just about Abdeslam's arrest, but also in response to the increased pressure on IS in its strongholds in Syria and Iraq (where it governs significant amounts of territory). The pressure comes primarily from aerial bombing raids, led by Gulf and Western nations, and any nation involved – even tangentially – is an obvious target. Belgium, as a member of the US-led bombing coalition and origin of a high number of foreign fighters that have joined IS in Syria, was always at an even higher risk.

At the same time, IS hopes to divert attention away from its struggles on the home front.

But attacks on western cities are not just about retribution or distraction. They are also designed to send a message that IS is present and active in these countries, and maintains the ability to perpetrate violent acts at will – regardless of increased security measures.

More important, they are hoping to divide western communities by inciting a harsh security-led response from governments, and an anti-Muslim backlash. IS can exploit these tensions, both in its highly-developed propaganda material and in its person-to-person recruitment operation. The principle is that in the near to medium-term future, IS will continue with similar attacks: not only in Europe but in Africa too.

There is little to suggest that the various government intelligence agencies trying to prevent more attacks have the penetration necessary to prevent such attacks. This is likely to be coupled with a propaganda campaign depicting a Europe in crisis and Muslims under threat, with the Islamic State's self-declared Caliphate as the only saviour. This may in turn inspire “lone wolf” attacks not directly managed or ordered by IS.

This new reality raises disturbing questions even as far south as South Africa. The message from the attacks is clear – where IS has an audience willing to respond, it will use any available avenue to gain and claim successes. South Africa has that audience, even if it is a minuscule minority of the Muslim community here.

There have been documented cases of dozens of South Africans moving to the Caliphate, which means it is impossible to rule out the possibility of sleeper cells exist-

ing in the country. It only takes a handful of individuals to execute attacks, and potential targets such as airports and hotels are not subject to stringent security measures.

So is IS likely to target South Africa? That question misses the point. An IS attack is the worst-case scenario, but the best counterterrorism strategy is always to plan for the worst. Likely or not – and like it or not – South Africa had better get planning.**DM**

*Jasmine Opperman is the Africa Director for the Terrorism Research and Analysis Consortium.*

*Photo: Armed members of the German police patrol an area at the airport in Duesseldorf, Germany, 22 March 2016. German federal police have stepped up their security measures following the terror attacks in Brussels, Belgium, that left many people dead and injured. EPA/MONIKA SKOLIMOWSKA.*

<http://www.dailymaverick.co.za/article/2016-03-22-analysis-brussels-attacks-are-a-warning-to-plan-for-the-worst/#.VvvnolV96M8>



## Belgian errors hold valuable lessons in fight against ISIS

MARCH 29TH 2016



A Belgian police officer patrols outside the Gare du Midi train station in Brussels, Tuesday, March 22, 2016. Explosions, at least one likely caused by a suicide bomber, rocked the Brussels airport and its subway system Tuesday, prompting a lockdown of the Belgian capital and heightened security across Europe. (AP Photo/Michel Spingler)

WASHINGTON (SINCLAIR BROADCAST GROUP) — Following Belgium's admittance that they missed opportunities to thwart the attacks in Brussels last weekend, the world is questioning how Belgium failed to thwart the attacks that claimed the lives of dozens of people.

"As authorities dig more deeply into the bomb attacks in Brussels that killed at least 30 people on Tuesday, they are swiftly uncovering as many questions as answers," The Washington Post's Adam Taylor wrote.

While the questions over how the attack went undetected abound, the complex nature of them and their elusive answers make one thing perfectly clear: somehow, mistakes were made. Those mistakes meant Belgium failed to prevent these fatal attacks.

The Belgian government has not shied away from their failure. They have openly said that mistakes were made on that day.

"It's pretty concerning," Dr. Danny Davis, Professor of Homeland Security at The Bush School of Government and Public Service, Texas A&M University said of the admission of guilt.

Davis noted that these missed opportunities "show, at least at that point in time, that the government wasn't real serious about the threat that they were facing."

Asked, however if the failures we saw in Brussels reflect some of the West's weak-

nesses when it comes to countering terrorism, Davis described that while the U.S. military and law enforcement officials have been very serious about the threat ISIS poses.

Lawmakers, Davis said seem to be more flawed in their thinking.

"I think a lot of our politicians are really barking up the wrong tree when it comes to how serious this threat is to us," Davis said.

Noting that the threat is much more serious in Belgium than it is in our country, Davis reiterated that the Belgians just seem to be ignoring the threat or are "just blind to it."

"Over there it's being proven," Davis said in the attacks in Paris and Belgium.

Calling Belgium a "vulnerable spot in the heart of Europe," Dr. Loch K. Johnson, Regents Professor of Public and International Affairs at University of Georgia, noted that one of the biggest problems for Belgium is that its counter-terrorism efforts are underfunded in comparison to other European nations.

Given the limited resources of the small country, Johnson suggested that other European countries should acknowledged that Belgium as a nation alone doesn't have the resources to fight ISIS, and requires the help of its neighbors.

Describing the greater indications of the mistakes made in Brussels, Johnson the example of an alarm clock going off.

"It's almost as though the alarm clock went off some time ago," Johnson said adding that we have been slapping around trying to shut it off without getting up.

"As the events begin to escalate we will actually get out of bed and put on our fighting clothes," Johnson speculated.

"Slowly but surely we're beginning to realize that ISIS is not a passing matter."

One of the more confounding mistakes Belgian officials have shared with the public is that one of the men involved in the plot, who is now believed to be at large, Ibrahim el-Bakraoui, and his brother were, as Taylor reported "known to authorities, having served prison time for violent crime."

Sourcing Senior Turkish officials, Taylor reported that "Bakraoui had entered Turkey with the apparent intent of joining Islamist militants in Syria."

After being stopped by Turkish authorities and deported to the Netherlands, Taylor wrote "Turkish officials say that they told their Belgian counterparts that about this, but it seems that Bakraoui wasn't considered a threat by authorities in his home country."

While he wasn't considered a threat there, Bakraoui was on the United State's radar.

Sourcing persons "familiar with the matter," Reuters reported that "Khalid El Bakraoui and Brahim El Bakraoui were both on U.S. government counter-terrorism watch lists before the March 18 arrest of Salah Abdeslam, a French national whom prosecutors accuse of a key role in the Nov. 13 Paris attacks."

Experts had a wide array of feelings regarding the effectiveness of these lists in the

past.

Describing the "mixed record," of terror watch lists, Johnson recalled how in the 9/11 attacks "we really fumbled the watch list here in the U.S."

"Two of the terrorists were on the watch list," Johnson said noting that they'd gone missing one day and were not heard of again until the day the planes crashed into the twin towers.

However, Johnson noted, in some cases "watch lists have worked."

"It varies a lot," Johnson explained.

"If you look at the Brussels terrorists, the two brothers were on the U.S. watch list," Johnson said, adding that had they tried to enter the U.S., they would have been apprehended.

"Watch lists are important," Johnson stressed noting that we "need to have them."

"It's always going to be suspect how certain those lists can be," Davis said, adding that it is "certainly a step that has to be taken."

In Europe, Johnson described there is a need to refine the ability "to quickly read those watch lists and then disseminate that information."

"One thing we'll learn from this Brussels effort," Johnson suggested is that "such a basic tool needs further refining."

Highlighting the importance of inter-state information sharing, Johnson lamented that "nations don't like to share that information very widely," urging the need "to break through that barrier."

Davis noted the "mass of information that's out there." Whether the information is being taken from social media or intercepted from cell phone intercepts, Davis remarked there is a multitude of aspects and all of that data "has to be looked at by a human being," in order to determine what use it can be and "more importantly, who needs that information."

It is possible, Davis said that we may "be able to get information that doesn't apply to the U.S. [but] it could apply elsewhere."

"Then it's a matter of sharing it with the folks who could possibly use it."

Noting how this information is rarely black and white, Davis said there is a "whole lot of gray area."

"Analysts and operatives have to determine, 'how can I use that, what pieces can I use to get a picture that is applicable?'"

Gathering, analyzing and distributing this information, Davis said is "a huge task, but it's where the battle begins."

"It's absolutely important, incredibly important, because your operations are really driven by intelligence," Davis said.

Johnson described the basic challenge of making sure that the information we are gathering is accurate. With the terror watch list, the simple complexity of people's names makes this difficult. "Of course some of these names in the Middle East," Johnson explained are not ones we use everyday, which "can be quite confusing."

The lists, Johnson said need to be "checked and cross checked to make sure the lists are correct," and kept up to date.

"The other matter I alluded to is to share watch lists as quickly as we can," Johnson reiterated.

Johnson suggested that there should be maps in "all the Western nation war rooms that pinpoints who these people are," and track them as they move from one point to another.

Johnson said that there is "a lot of work to do in coordination."

"One of the main conclusions that came out of looking into the 9/11," Johnson said, "is that intelligence agencies have not shared information very well."

Johnson was optimistic that the barrier could be overcome, adding that good leadership would be required to do so. "What I have in mind is a closed electronic communications system among the top counter terror experts in Europe," Johnson said, adding that such a system will not "be much of a threat to the security intel of those top nations."

If we could keep these lists up to date while a coalition fought ISIS on the ground, Johnson suggested there is "no doubt we could overtake them."

Johnson described three fronts on which we need to move forward in order to counter ISIS's efforts. The first was to mobilize "more effectively on the battlefield."

"If we can destroy ISIS," in its territories in Syria, Iraq and Libya, Johnson said "that's a large step toward defanging that organization."

Davis stressed the importance of taking territories back from ISIS, calling it "the most important thing."

"When the Islamic State is being victorious [and] has sway over a large territory, that is the biggest recruiting tool for the would-be jihadists around the world"

"When they say they have a viable caliphate," Davis described and someone sees that on social media or television, "that's a big recruiting tool."

"That's where the problem is."

Johnson said there was "no question we can succeed," in the ground battle against ISIS.

"ISIS is not a match for what we can put in the field."

Johnson suggested coordinating efforts and dividing up ISIS territory, like a pie. In that scenario each country fighting ISIS would get assigned a different geographical section to target and dedicate their resources to destroying the terror group in that area.

Johnson's second suggestion was to "counteract ISIS propaganda."

Noting the strength of the United States' public relations skills, Johnson described that "when we get mobilized and convey that message," it is received.

If our story were false, Johnson said, we wouldn't be able to sell it, but instead the opposite is true. ISIS, Johnson said is "thugs." Propaganda efforts to show that to the general public are critical.

Johnson also stressed the need of doing more on the "human front."

"The best way to find out what these groups are planning is to infiltrate them, we've got a very good chance of doing that," Johnson said.

Describing the number of recruits that join ISIS, Johnson suggested a certain number of those infiltrating the terror group could be Western Intelligence Officers. Noting they'd have to be extremely brave and immensely compensated, Johnson stressed the importance of making sure you have "plans to exfiltrate them very quickly."

"I guarantee you that our intelligence agencies throughout the West are redoubling that effort as we speak."

In the failures of Belgium, Johnson, found a silver lining in a potential learning opportunity.

"I think it's refreshing to see government officials admit they aren't perfect, self-recognition is an important step towards improving," Johnson said.

"There are a number of lessons springing from that episode, every terror attack we have new lessons to learn," Johnson said.

<http://uppermichiganssource.com/>

## France

### Attentats : l'opinion française prise au piège de la peur du terrorisme ?

23/03/2016

REPLAY - Paris, Bruxelles, Afrique : la multiplication des actes terroristes bouleverse notre quotidien et bouscule nos opinions vis-à-vis de l'autre. Des spécialistes mettent des chiffres sur nos peurs.



L'opinion française prise au piège de la peur du terrorisme ? *Crédit Image : FRANCOIS GUILLOT / AFP* *Crédit Média : Rémi Sulmont* [Télécharger](#)

Ce sont des spécialistes de l'opinion, les sondeurs de l'Ifop, qui ont essayé de mettre des chiffres sur nos peurs. Exercice difficile, périlleux : traduire la peur en chiffres, tenter de rationaliser ces peurs qui, parfois, comportent, malgré la menace réelle, **une part d'irrationnel**. " Craignez-vous un nouvel attentat terroriste ?", a donc demandé aux Français l'Ifop **au début du mois de mars**. Neuf personnes interrogées sur dix disent "oui". C'est un record historique. Mais là, rien d'étonnant. C'est quand on regarde de plus près qu'on a des surprises.

**Les habitants des zones rurales ont plus peur d'un attentat que les résidents de région parisienne, pourtant plus directement ciblés.** La crainte d'attentat est plus forte chez les plus âgées que chez les jeunes, et chez les sympathisants de droite que chez les sympathisants de gauche. Deux-tiers des Français déclarent qu'il faut éviter

tout amalgame entre terrorisme et musulmans, tandis qu'un tiers déclare que "l'Islam est une menace".

### L'opinion française à un "point de bascule" ?

Ces chiffres n'ont quasiment pas changé depuis *Charlie Hebdo*. Mais les choses sont en train de bouger. Des catégories, comme des diplômés, des cadres, jusqu'à alors rétifs à tout amalgame, sont "travaillés par le doute", explique Jérôme Fourquet, de l'Ifop. **"Notre étude, dit-il, prouve qu'une nouvelle série d'attentats en France pourrait bouleverser la donne dans l'opinion française"**.

L'opinion française serait-elle aujourd'hui à "un point de bascule", en particulier pour le rejet de l'autre, la xénophobie ou l'islamophobie ? C'est ce que craignent aussi des chercheurs en sciences sociales. La **multiplication des attentats** (en Côte d'Ivoire, à Paris ou à **Bruxelles**, aux portes de la France), **l'omniprésence de la menace qui n'est plus épisodique**, mais qui est maintenant un bruit de fond permanent qui nous fait multiplier les éditions spéciales et qui **paralyse les discours des politiques** à qui on demande de gérer notre sécurité et nos peurs : tout cela nous fait rentrer dans l'engrenage recherché par les terroristes.

### Une "scission" dans la société

"Ce qui se met en place dans l'opinion, progressivement, c'est le rejet de l'autre, la détestation de la population musulmane", s'inquiète **Thomas Arciszewski**, un chercheur en psychologie sociale. "Les terroristes ont créé une scission à l'intérieur de notre société, où une partie de la population musulmane - pour l'immense majorité tout à fait légitime et intégrée - se retrouve mise au ban", décrypte-t-il. "C'est un effet tout à fait désastreux, et **c'est le noyau de ce drame qui se joue après les actes terroristes en eux-mêmes**", ajoute-t-il.

La mise au ban des populations musulmanes favorise à son tour **un repli identitaire et religieux** pour certains musulmans : le voile, et parfois la radicalisation. "Le cercle vicieux du terrorisme, l'engrenage est là", dit le chercheur. **"Le basculement de l'opinion n'est pas loin"**, répond le sondeur. Tous les deux disent la même chose : le piège du terrorisme est en train de se refermer sur nous si on ne réagit pas.

<http://www.rtl.fr/actu/>

## Pakistan

### When Will the West Care About Terrorism in Pakistan?

Mar 28, 2016



People react over the coffin of a victim a day after a suicide bomb attack at a park in Lahore, Pakistan, on March 27 killed at least 70 people and wounded about 300 others. PHOTO: EUROPEAN PRESS-  
PHOTO AGENCY

Just days after suicide attacks killed more than 30 people and wounded 200 others in Brussels, Belgium, a Taliban faction carried out a suicide attack Sunday at a public park in Lahore, Pakistan, that killed more than 70 and wounded some 300.

U.S. networks and newspapers reported on the incident, but we won't see top-notch U.S. broadcast journalists flock to Pakistan for days as happened after Brussels and after the Paris attacks in November, or the sort of blanket coverage that followed those incidents. One might expect increased interest in the West because the attack was carried out on Easter Day and, according to a spokesman for the group that claimed responsibility, targeted Christians. As a society, we care more about terrorism in the U.S. and Europe than what happens in parts of the Third and Fourth Worlds. But Westerners accustomed to thinking such things happen someplace else should expect more attacks as jihadi groups seek to draw in financing and recruits.

Some interpret these perceptions as racist—that for many in the West white lives are more precious than brown, black, or Asian lives. Others attribute the collective lack of interest to the prejudice of low expectations: These kinds of attacks aren't *supposed* to happen in Paris or Brussels but we've grown conditioned to their occurrence elsewhere. It's the sort of thinking that dovetails with Facebookfety-alert check-in options after the Paris attacks but not after the suicide blasts in Beirut that killed 43 people the same week. And usually terror is far away: The vast majority of



the world's terrorism in 2015 took place in five countries—[Iraq](#), [Syria](#), [Afghanistan](#), [Pakistan](#), and [Nigeria](#)—according to an annual analysis by the Institute for Economics and Peace calculated before the Paris and San Bernardino attacks.

attacks understandably resonate here more than others. The Taliban's reign of terror in Pakistan and Afghanistan is an old and complicated story. The rise of Islamic State, by contrast, is dramatic, brutal, and relevant in the West. The savage online theater of ISIS extremists' beheadings, hostage-taking, and bloody attacks in Western cities evokes deep fears, as well as hopes that the Hydra-headed monster will be killed. Boko Haram directly [killed more 6,500 people last year](#), more than ISIS—to which it has pledged loyalty—but because those deaths occurred in Africa the brutality feels less relevant to Western fears.

Coverage of some incidents is likely to be thinner for practical reasons, too. Reporting on the Taliban in Pakistan or Boko Haram in Nigeria is [dangerous](#). Amnesty International documented [34 cases of journalists being killed in Pakistan from 2008 through April 2014](#) in response to their work. In Nigeria, [journalists are less secure](#) than in first-world cities such as Paris and Brussels, and local media outlets are often far away. [Massacres by Boko Haram](#) have not only garnered [less media attention in the West](#), but its extremists are not always directly called out in the area: President **Goodluck Jonathan** has [delayed comment at times](#), possibly to limit attention to his government's failures.

Extremist Islamist ideology is thriving in some ungoverned spaces; in others, local conflicts and sectarian tensions are creating openings for it. With this growth will come more terror and violence on a global scale—further diminishing the distances between us all.

<http://blogs.wsj.com/washwire/>

## Syria

### From Europe to Syria and back: The Jihadists' underground railroad



Photo: In a propaganda video, a Belgian Islamic State member and former Belgium4Sharia member claims credit on behalf of the Islamic State for the March attacks in Belgium. Photo sourced by the Terrorism Research and Analysis Consortium.

**The men implicated in the Paris and Brussels terrorist attacks – both those who committed the crime, and those who have been arrested – were only the sharp end of a jihadist network that stretches from Europe all the way to Syria and Iraq. And it is from Syria, in the safety of the Islamic State’s so-called Caliphate, that these attacks were masterminded. By JASMINE OPPERMAN.**

Who were the masterminds of the attacks in Paris last year and Brussels last week? In the aftermath of Paris, the media focused on Abdelhamid Abaaoud, depicting him as the organiser and planner-in-chief. Similarly, after Brussels, reporters zoomed in on Saleh Abdeslam.

Research conducted by the Terrorism and Research Analysis Consortium suggests a different conclusion: that both operations were in fact co-ordinated by another individual, thought to be Salim Benghalem, a French national thought to be in his mid 30's.

Benghalem’s experience and connections make him the most likely candidate for the role of mastermind. Indeed, Benghalem is pedigreed, and has deep connections to well-established European jihadi networks. He is personally credited with recruiting more than 1,500 Frenchmen to fight in Syria, and is thought to be an executioner for the Islamic State.

Benghalem is also the lynchpin between the Islamic State and the 19th Arrondisse-

ment Network, a group of Islamists that was established in the early 2000s to train radical Islamists to fight for the Islamic State's predecessor organisation in Iraq (the network is referred to by this name since most of its members were from the 19th Arrondissement, a poor Paris neighbourhood with a large North African population). Though the network was ostensibly dismantled after seven members were arrested in 2005, the recent attacks in Paris indicate that it remains operational. This network is not hierarchical, reliant instead on familial and friendship associations, to avoid detection.

Given his mentor status, his high level of experience in historical jihadist circles, his intimate knowledge of most French fighters in the Islamic State, and his already established position of authority within the Caliphate, it is much more likely that Benghalem would be entrusted with the necessary level of authority to organise the Paris and Brussels attacks. In any case, he is much more qualified than either Abaaoud or Abdeslam for the job: Benghalem has the right connections, the right experience, and carries the authority to organise an attack remotely.

### **Orchestrators, not masterminds**

Abaaoud, on the other hand, was never a high-ranking member of the Islamic State, not even within his own unit when he was stationed in the heartland of the Caliphate in Iraq and Syria. He was young, impetuous and undisciplined: hardly the personality traits required to organise a sophisticated terrorist attack. Similarly, Abdeslam had no track record, no experience, no pedigree. In fact, he was initially supposed to be a suicide bomber at the Stade de France in the Paris attacks, which would have left him ill-equipped to mastermind anything.

More likely is that both Abaaoud and Abdeslam were orchestrators, leaders "on the field", their jobs being to co-ordinate all the suicide bombers. This is not the same as planning the operation from start to finish, recruiting the personnel to carry out the operation, and providing them with both weapons and targeting instructions.

Besides: it never made sense that the mastermind of the attacks would have physically been in Paris or Brussels during the attacks. He is far too valuable to the Islamic State to risk potentially jeopardising future attacks.

As shown above, neither Abdeslam nor Abaaoud could have been the masterminds of the attacks. Instead, the role is most probably attributed to Salim Benghalem. While Abdeslam and Abaaoud were respectively arrested and killed in the aftermath of their operations, Benghalem is nowhere to be seen, and is believed to be alive and well under the protection of the Islamic State in Syria.

If, as posited by the Terrorism Research and Analysis Consortium, the real mastermind of the attacks is indeed still at large, this means that more attacks in the West can be arranged from within Iraq and Syria. However, since Abaaoud and, to a lesser extent, Abdeslam played such an instrumental role in preparing and waging both attacks, it is reasonable to assume it will take the Islamic State months if not years to organise a similar cell capable of orchestrating future attacks on the ground.

### **The underground railroad**

That the Islamic State can create and maintain similar such cells is not in doubt, however. Based on the sheer number of people involved in the Paris and Brussels attacks, on their connections to other known terrorists, and on their links with others

who remain in Syria, it is clear that what was first believed to be a relatively small group of jihadists is actually an underground railroad bringing a constant flow of Islamic State-linked militants from Europe to Syria, and back to Europe again once they are trained and ready to undertake terrorist attacks.

At the core of this 21st-century underground railroad linking Europe and Syria is of course an intricate system of recruitment and networking. This does not happen in a standardised manner: networking involves a complex mix of places, ranging from mosques and prisons to entire neighbourhoods in the suburbs of capital cities such as Paris and Brussels; of connections, be it family (siblings often – though not always – help radicalise each other), friends, and mentors; and, in certain cases, of connections with previously established jihadist networks which can then be used by larger terrorist groups as a kernel of recruitment.

Using previously established jihadists groups and networks is an important element of Islamic State recruitment, especially when it comes to recruiting foreign fighters. Most significant in this context is the 19th Arrondissement Network and the Sharia4Belgium network.

Sharia4Belgium has provided IS with a substantial number of European fighters, and can even be considered the kernel of the current wave of recruitment. Dozens of Sharia4Belgium members left to join the Islamic State in Syria – and, with tragic consequences, some have and will come back the other way. **DM**

*Jasmine Opperman is the Africa Director for the Terrorism and Research Analysis Consortium (TRAC).*

*Photo: In a propaganda video, a Belgian Islamic State member and former Belgium4Sharia member claims credit on behalf of the Islamic State for the March attacks in Belgium. Photo sourced by the Terrorism Research and Analysis Consortium.*

<http://www.dailymaverick.co.za/article/>

USA

## Djihadisme: une étude américaine pointe du doigt la francophonie

30.03.2016



**Les ressortissants des pays francophones sont plus susceptibles d’aller faire le djihad en Syrie ou en Irak. C’est ce que dévoile une étude du think-tank américain Brookings Institution, révélée dans la revue Foreign Affairs par ses auteurs, Will McCants et Chris Meserole. Et ce n’est pas une prédisposition génétique...**

Depuis le 11 septembre 2001, il n'y a pas eu d'analyses fiables et concrètes sur les causes de la « conversion » au salafisme des jeunes. [Les scientifiques américains](#) ont donc décidé de trouver une fois pour toute une réponse adéquate expliquant ce phénomène. « Nous avons compris que la science sur le radicalisme sunnite était en plein désarroi », a indiqué Meserole. Les auteurs de l'étude ont examiné les profils des candidats au djihad, dont les données sont centralisées au Centre international pour l'étude de la radicalisation.

Ils ont ensuite créé un algorithme complexe qui traite toutes sortes de données sociologiques des pays-cibles, telles que le chômage des jeunes, le niveau d'instruction etc. pour déterminer quels facteurs permettaient de prévoir le taux de djihadistes dans chaque pays.

Ce qu'ils ont découvert les a fortement surpris. Les pays qui « produisent » le plus de djihadistes sont francophones. Camel Bechikh, président de l'association de musulmans patriotes « Fils de France », l'explique par le fait que la communauté musulmane de la France est l'une des plus importantes en Europe.



*« Evidemment il y en a depuis la France. Mais ce n'est pas étonnant du tout puisque la France a la première communauté musulmane en Europe. Il y a une histoire de proportionnalité. Il y a plus de musulmans en France qu'en Tunisie. Fatalement, par le jeu de proportionnalité on va la trouver [la France, ndlr] comme étant la première... »*

Selon l'analyse des spécialistes américains, 4 pays francophones sur 5 se sont révélés être les plus « radicaux », France et Belgique en tête. Les scientifiques reconnaissent que ce sont des résultats préliminaires. Mais s'ils se confirment, cela pourrait éclairer le phénomène qui préoccupe la communauté internationale depuis les attentats du 11 septembre. Riadh Sidaoui, directeur du Centre arabe d'analyses et de recherches politiques et sociales ([www.caraps.net/fr](http://www.caraps.net/fr)) basé à Genève se dit pourtant surpris du bilan tiré par les experts américains.



*« Il faut définir d'abord qu'est-ce que ça veut dire "francophone". J'habite à Ge-*

*nève. Il y a une belle partie en Suisse qui est francophone. Mais on n'a aucun Suisse qui fait le djihad en Syrie et en Irak. On n'a pas non plus des terroristes qui viennent de Montréal, ni de pays africains francophones. Par contre, la France et la Belgique, oui. A mon avis, le lien entre francophonie et terrorisme en Syrie, sociologiquement parlant, n'est pas direct. A Bruxelles et à Paris... on a eu la 1ère et la 2e générations des jeunes qui n'ont pas été intégrés dans la société et en même temps marginalisés par cette société. Ils prennent leur revanche. Il faut expliquer aussi que les deux premières années les médias français appelaient les terroristes qui font le combat contre Bachar el-Assad des combattants pour la liberté».*

Will McCants et Chris Meserole soulignent, eux aussi, que c'est le couple franco-belge qui joue le rôle principal dans la « production » des djihadistes. Selon eux, la faute est à la Révolution française... et la laïcité comme l'un des produits de cette révolution. A en croire les scientifiques américains, la laïcité n'est pas donc un acquis mais un fléau qui rend l'Etat vulnérable face à toutes sortes de radicalisme. Riadh Sidaoui estime qu'il y a encore une raison pour laquelle les jeunes francophones, en l'occurrence les Français, partent combattre aux côtés de Daech. Il s'agit des liens forts qui se sont tissés entre la France et les pays du golfe Persique.

*"La France aujourd'hui n'est pas celle de Jacques Chirac ou Charles de Gaulle. C'est-à-dire la France s'est approchée de l'Arabie saoudite et du Qatar. Nous savons bien qu'ils ont acheté des quantités énormes des armes françaises alors que l'industrie d'armement française ne trouve pas souvent de débouché. Pour des raisons économiques la position française est très proche de celles du Qatar et de l'Arabie saoudite. Et cela malgré le fait qu'il y a de temps en temps des déclarations comme celle d'Yves Bonnet qui disait qu' il y a un vrai problème [avec le Qatar, ndlr]. Et je me fiche des résultats du Paris Saint-Germain+. Ça veut dire qu'il y a une conscience au sein des élites françaises que cette relation pourrait retourner contre la sécurité française elle-même ».*

En France, les résultats de l'étude américaine ont suscité une réaction plutôt négative. L'ambassadeur de France aux USA Gérard Araud a écrit sur Twitter que le texte présenté n'avait pas de sens du point de vue de méthodologie. Il est allé encore plus loin en le qualifiant d'insulte à « l'intelligence » («This text doesn't make any methodological sense. An insult to intelligence»). Camel Bechikh ne donne pas non plus raison à l'analyse des Américains et les pointe du doigt.

*« Le gouvernement français a des données très différentes parce que pour lui, officiellement, la première nation représentée par les djihadistes de Syrie et d'Irak c'est l'Albanie. Je ne peux pas souscrire à une étude américaine... En mettant le chaos en Albanie, en Tchétchénie et en Bosnie, ils ont facilité le salafisme grâce à leur union avec les Saoudiens. Ayant laissé libre cours aux Saoudiens par le biais du salafisme, on se retrouve avec des gens qui se réislamisent, qui étaient extrêmement violents dans la drogue, dans l'alcool, dans la délinquance. Lorsqu'ils se réislamisent par le salafisme, ce passé violent produit un salafisme violent, du djihadisme. Si les USA n'avaient pas historiquement un pacte avec l'Arabie saoudite, jamais l'Europe n'aurait suivi, jamais la France ne se serait permise d'avoir des liens commerciaux qu'elle a aujourd'hui avec l'Arabie saoudite».*

Quoi qu'on en dise, il n'y a pas de fumée sans feu. Malheureusement, c'est en France et en Belgique que se sont produits les récents attentats. Ils ont été commis par les ressortissants de ces pays, comme l'a démontré l'enquête...

*Les opinions exprimées dans ce contenu n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

[https://fr.sputniknews.com/-](https://fr.sputniknews.com/)



## Terrorisme : Hillary Clinton fait la leçon à l'Europe

30 mars 2016

Au lendemain des attentats de Bruxelles, les réactions de la communauté internationale ont afflué. Si nombre d'entre elles manifestaient leur soutien au plat pays, d'autres, comme Hillary Clinton, ont critiqué sans détour l'Union européenne pour sa gestion du terrorisme. L'union fait-elle la force ? L'Europe doit-elle s'inspirer des politiques antiterroristes américaines ?



*Hillary Clinton est en campagne pour l'investiture démocrate. - Marc Nozell (CC/Flickr).*

### Le partage de l'information

Ce 23 mars 2016, l'ancienne secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, a revêtu son costume. En effet, celle-ci a dénoncé des problèmes de communication de renseignements entre les différentes autorités européennes et nationales. La candidate à la primaire démocrate a appelé les Etats-Unis et l'Europe à mettre en place une politique de partage de l'information en matière de terrorisme. Cette déclaration pose trois questions.

La première est celle de la capacité de l'Union européenne à se doter des moyens d'agir. Les services de renseignement nationaux jouent solo depuis que l'Europe est frappée par les attaques terroristes. Les coopérations sont anecdotiques, alors qu'elles devraient être la norme. Hillary Clinton n'a pas été la seule à pointer cette défaillance, qui demande une réaction urgente dans la création d'une agence européenne du renseignement pour coordonner ce partage d'information entre les Etats membres, voire un FBI européen et un parquet européen pour dépasser les frontières nationales dans la traque des terroristes et leur poursuite devant les tribunaux.

La deuxième question est celle de la capacité de l'Union européenne à dialoguer avec d'autres sur la scène internationale. Effectivement, ce postulat présume que

l'espace communautaire peut parler d'une seule voix. Cependant, les Etats membres ne toléraient pas une telle atteinte à leur souveraineté nationale. De plus, admettons que l'Union européenne soit en mesure de participer à des structures de ce type, il faudrait qu'elle bénéficie d'une autorité importante sur le plan interne afin d'éviter des conflits entre les différents services de renseignement nationaux. Par exemple, en Belgique, une réforme des services de police a eu pour origine les rivalités entre les services de police et de gendarmerie qui ont porté atteinte au bon déroulement d'une enquête pour des faits de pédophilie. L'Union européenne doit donc disposer des moyens et de l'autorité nécessaires à la lutte contre le terrorisme.

Hillary Clinton a aussi déclaré : « l'Amérique a besoin que les services de renseignement européens travaillent main dans la main avec les nôtres, y compris là où ils ont plus d'accès et d'expertise, comme en Afrique du Nord ». Cette annonce introduit la troisième question qui est celle de la coopération avec les Etats-Unis, de la quantité et de la qualité des données échangées. Une fois que l'espace communautaire est en mesure de communiquer efficacement avec ses homologues, la question qui se pose est de savoir quelle information communiquée, sachant que les Etats-Unis et l'Union européenne n'ont pas la même politique de confidentialité des données et de protection de la vie privée.

### **L'Europe doit-elle s'enliser dans des conflits tête baissée ?**

L'ancienne secrétaire d'Etat des Etats-Unis ajoute : « nous avons besoin que les banques européennes cessent de financer le terrorisme. Nous avons besoin que les avions européens mènent des missions en Irak et en Syrie, et que les forces spéciales européennes participent à la formation et à l'équipement des forces locales anti-Etat islamique sur le terrain ». Outre, l'accusation portée contre notre système bancaire, nous pouvons nous interroger l'opportunité de la proposition de l'ancienne secrétaire d'Etat des Etats-Unis. En effet, il semble que celle-ci ait déjà oublié les affres de la guerre d'Irak de 2003 et d'Afghanistan à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Ces exemples montrent bel et bien que partir en guerre n'a jamais endigué le terrorisme. Au contraire, ces guerres ou les récents bombardements en Syrie renforcent le djihadisme. Elle oublie aussi que les Etats-Unis se désengagent au Moyen-Orient, et que l'Union ne peut remplacer les Etats-Unis sur ce théâtre d'opération.

Ces conflits permettent aux terroristes de se poser en victimes, d'instrumentaliser la méfiance envers l'occident et d'opposer les valeurs de liberté et de démocratie que nous défendons et les actes que nous commettons.

### **L'Etat de droit et les leçons à tirer des Etats-Unis**

Aujourd'hui, certaines personnalités américaines se permettent d'énoncer un « petit manuel de bonne répression du terrorisme ». En effet, les Etats-Unis ont été les premiers à être frappés par ce type de terrorisme. Il est donc tout naturel de tourner la tête vers ce pays afin de voir ce qui a été mis en place pour lutter efficacement contre le terrorisme dans sa forme actuelle. Toutefois, si nous tournons la tête vers les Etats-Unis nous ne voyons que Guantánamo et « Patriot Act » successifs. La torture, les atteintes manifestes et répétées et les écoutes massives n'ont rien empêché.

N'ayons plus peur de dialoguer puisque les armes n'ont rien changé. N'ayons pas peur de tenter autre chose étant donné que les solutions traditionnelles ne font plus recette. Pour vaincre le terrorisme, l'Union européenne doit rester fidèle à elle-

même, à ses valeurs, à ses principes. C'est par l'intermédiaire de la discussion que nous déradicaliserons. L'Europe ne doit pas jouer contre elle ! Nous n'avons rien à apprendre des Etats-Unis !

<http://www.taurillon.org/>

## **Disclaimer of Liability and Endorsement**

While the African Centre for the Study and Research on Terrorism (ACSRT) strives to make the information on this publication as timely and accurate as possible, the ACSRT makes no claims, promises, or guarantees about the accuracy, completeness, or adequacy of its contents, and expressly disclaims liability for errors and omissions in its contents. No warranty of any kind, implied, expressed, or statutory, including but not limited to the warranties of non-infringement of third party rights, title, merchantability, fitness for a particular purpose or freedom from computer virus, is given with respect to the contents of this publication or its links to other Internet resources.

It should be noted that any opinions expressed are the responsibility of the authors and not of the African Centre for the Study and Research on Terrorism (ACSRT), its publication board, its management or any funder or sponsor of the ACSRT, nor that of the African Union Commission (AUC),

Reference in this publication to any specific commercial product, process, or service, or the use of any trade, firm or corporation name is for the information and convenience of the public, and does not constitute endorsement, recommendation, or favoring by the ACSRT and AUC.